

# INTRODUCTION

---

## DES ACQUIS ET UN PLAN DE TACHES

**L**es thèses du 2ème Congrès de l'OCML Voie Proletarienne sanctionnent nos différents travaux théoriques et politiques, nos expériences et nos débats, sur des points jugés indispensables à la poursuite de la construction de notre organisation et, au-delà, d'un parti communiste. Elles ne rayent donc pas le passé, et de nombreuses questions pas ou peu abordées ici, restent posées ou résolues relativement sur la base de documents antérieurs à ce Congrès. Malgré tout, parce qu'elles constituent une synthèse et donc forcément un pas en avant, ces thèses seront l'étalon de mesure des documents d'orientation et des travaux théoriques précédents.

## NOTRE CONTINUITE DANS LA REELABORATION PROGRAMMATIQUE ET STRATEGIQUE

Lors de la création de VP en Février 1979, nous nous sommes fixés des tâches d'élaboration théorique. Le Document I d'orientation indiquait : " **Les marxistes-léninistes ont encore à accomplir des tâches théoriques de grande ampleur pour écraser théoriquement l'opportunisme et guider son écrasement pratique** " (1). Cette formulation générale reflétait un flou certain sur les objectifs et la méthode de cette réélaboration. C'est le débat international sur le rôle et les mérites de Mao, la caractérisation de la Révolution Culturelle Chinoise, lancé par les albanais en 1979 qui a éclairé notre lanterne. Dans une résolution de Juillet 79 (2) nous avons précisé : " **[La ligne générale du M.C.L.] ne peut être élaborée sans qu'un approfondissement de la critique du révisionnisme moderne ne soit fait. Cet approfondissement nécessite une étude critique de la 3ème Internationale Communiste et de la direction de Staline en URSS, une analyse des sources**

---

(1) Voir PLP N° 17, Juillet 1979.

(2) Publiée annexe de la brochure " 1ère réponse à E. Hoxha " et commentée dans PLP n° 19, Octobre 1979.

**du chauvinisme et du démocratismes autour de l'expérience de la 2ème Guerre Mondiale, et une étude de la GRCP (3), qui est la plus grande révolution prolétarienne de notre époque et dont les apports sont indispensables au prolétariat pour avancer dans la voie de la prise du pouvoir et de la consolidation de ce pouvoir ".**

Nous avons alors défini nos priorités dans cet approfondissement : réévaluer l'expérience historique de la dictature du prolétariat et étudier la crise actuelle et les théories des crises dans le M.C.I. C'est surtout sur la première question que nous avons avancé tandis que nous prenions du retard sur la seconde. Réévaluer l'expérience historique de la dictature du prolétariat, c'était en fait redéfinir le contenu de la lutte des communistes, le processus par lequel s'opère la transition du capitalisme au communisme, les contradictions de la société de transition, et en fin de compte reformuler notre Programme Général.

Une telle reformulation n'est pas une question en dehors de la lutte des classes, en dehors des préoccupations des masses : l'image du " socialisme réel " est profondément dévaluée et l'absence de perspectives politiques, mobilisatrices, qui en résulte joue un rôle d'accélérateur du reflux du mouvement ouvrier et de la débandade des organisations révolutionnaires. Et l'offensive idéologique de la bourgeoisie porte précisément là-dessus : tenter d'enterrer définitivement la perspective révolutionnaire et la référence au communisme, en se saisissant de l'échec final **d'une période** du mouvement communiste pour en donner **une** explication bourgeoise libérale. Les " nouveaux philosophes ", les " nouveaux économistes ", les anciens militants, etc... le personnage du traître ou du transfuge devient la vedette médiatique quotidienne.

Si la définition renouvelée du Programme Général et des objectifs de la transition était la tâche de l'heure, elle n'avait cependant pas une vertu miraculeuse immédiate. D'abord parce qu'une ligne nouvelle ne peut en aucun cas se légitimer par sa seule existence littéraire. Ensuite parce que sa traduction en pratiques renouvelées se heurtait à la fois à un ensemble de conditions objectives et subjectives défavorables que l'on résume par " reflux ", et à la fois à nos propres limites dans la remise en cause de notre héritage théorique et politique. En fait, il fallait à partir de notre remise en cause des questions de programme communiste et de la société de transition : renouveler notre analyse de l'impérialisme contemporain, repenser nos conceptions stratégiques et tactiques, rompre avec une conception de l'organisation communiste dans ses rapports internes et externes. C'est à partir de 1981 que s'est ouvert dans nos rangs le débat sur toutes ces questions et ce Congrès ne sanctionne qu'**une étape** de ce débat toujours d'actualité. Si ce débat a été long et difficile, c'est parce que nous avons plus détruit que construit : en ouvrant les vannes de la remise en cause de nos fondements programmatiques, nous avons **de fait** remis en cause tout le reste sans pour autant apporter de solutions de rechange. Nous avons alors heurté des habitudes militantes acquises ( les certitudes " de béton " ), d'apparence sécurisantes mais en réalité aliénantes; et ce, sur fond de reflux du mouvement ouvrier.

---

(3) Grande Révolution Culturelle Prolétarienne

## EST-CE AINSI QU'IL FAUT AVANCER ?

Si l'on retient le critère de facilité, la réponse est non. En effet reconstruire " par le haut ", en traitant les questions les plus essentielles mais aussi les plus générales : nos buts, notre programme général, présente d'énormes difficultés. On peut les résumer en constatant qu'il apparaît dans ces conditions une importante distance entre nos débats sur les objectifs les plus élevés et l'état dominant du mouvement de masse en reflux. Bref, on a l'air de jongler avec des abstractions, des généralités dont on ne voit pas immédiatement comment elles pourraient se réaliser alors que l'on rame à contre-courant, que l'on a du mal à impulser la moindre lutte défensive. De fait, cette distance réelle a produit dans nos rangs ( et en dehors de nos rangs ) une tendance au défaitisme - plus ou moins théorisé - dont la caractéristique politique ( il y a bien d'autres aspects ) est de s'incliner devant la subjectivité dominante des masses, d'interpréter systématiquement cette distance entre nos objectifs et l'état d'esprit dominant dans les masses, comme une " erreur " politique de notre part.

Pour répondre à la question, il faut prendre d'autres critères et voir au-delà des apparences de la situation actuelle.

Le reflux du mouvement ouvrier, par rapport au flux des années 67-75, présente les caractéristiques traditionnelles des périodes de crise. La concurrence entre les prolétaires s'aiguise, la peur du lendemain, tout cela provoque un premier mouvement de reflux des luttes collectives, un repli individualiste etc... Bien sûr, les formes nouvelles de ce reflux doivent être analysées, qu'elles soient économiques ou idéologiques par exemple. Sans surprise également le fait que l'approfondissement de la crise laisse entrevoir des potentialités d'unité et de luttes nouvelles, une recomposition possible de l'unité de classe. De ce point de vue, il est important de constater que notre activité théorique et politique n'a pas contribué à creuser la distance entre notre politique et les masses, mais au contraire à la réduire. Deux exemples à ce propos :

- Notre position sur l'immigration et l'unité de la classe ouvrière, et notamment la revendication d'égalité des droits politiques, est aujourd'hui bien plus proche du mouvement des masses qu'elle ne l'était il y a 3 ou 4 ans, au moment de la lutte contre la Sonacotra
- Les campagnes sur " travailler tous, moins, autrement " totalement à contre-courant en 1980, sont aujourd'hui en phase avec les débats de masse sur le chômage et les restructurations capitalistes.

C'est déjà une façon de répondre à la question : est-ce ainsi qu'il faut avancer ? Notre méthode de destruction/construction par le haut, par les questions de programme, ne nous coupe pas du mouvement réel du prolétariat, au contraire elle renforce notre capacité à comprendre le mouvement réel au-delà des apparences. Nous parlons ici de **tendance**, car bien sûr il reste beaucoup à faire pour combler notre retard.

Mais le plus remarquable dans le reflux actuel est certainement qu'à la crise du capitalisme correspond une crise du communisme. Crise théorique et stratégique qui laisse désarmés un nombre important d'éléments

d'avant-garde issus de la mouvance des organisations révolutionnaires défuntes (courant M.L.) ou affaiblies (courant trotskyste). Cette crise touche dans tous les pays tous les courants parce qu'elle remet en cause leurs fondements communs, au-delà des clivages historiques et des divergences tactiques, fondements issus de la période de la 3ème I.C. : conceptions de la transition, de la stratégie, du parti d'avant-garde. Cette remise en cause ne concerne pas simplement des ex-membres des organisations révolutionnaires, elle est bien plus profonde. Elle concerne à des degrés divers, tout ce que le prolétariat compte d'éléments politisés.

Or, si un nombre important d'éléments d'avant-garde sont neutralisés par cette crise, le reflux du mouvement ouvrier s'en trouve renforcé, par défaut d'éléments moteurs. C'est cette situation qui donne au reflux cet aspect "absolu" alors qu'il n'est que relatif, qui laisse croire que le mouvement ouvrier n'est plus en mesure de mener la moindre petite lutte défensive et donc connaît une fantastique **régression**. En réalité, cela ne contient qu'un aspect de la vérité : les éléments d'avant-garde et plus largement les éléments avancés dans le prolétariat, ne s'engagent pas dans des luttes partielles, défensives, simplement par souci du court terme, pour arracher telle ou telle amélioration temporaire, ils s'y engagent dans le cadre d'une conscience plus élevée des objectifs du prolétariat. Lorsque cette conscience n'est plus assurée et que ces objectifs ne se dessinent plus nettement, leur dynamisme s'essouffle. C'est alors qu'il faut éviter une interprétation superficielle de cette situation et croire que c'est en expliquant en long, en large et en travers pourquoi le combat partiel est nécessaire, que l'on remobilisera les avant-gardes potentielles. La plupart en sont convaincus. Ou encore en décidant qu'il faut montrer l'exemple et mener nous-mêmes, le combat partiel sans les éléments avancés du prolétariat et sans les masses. Le problème est que les avant-gardes organisées (dont nous sommes) ne répondent pas encore ou pas tout à fait aux interrogations des avant-gardes potentielles et ne saisissent pas encore ou pas tout à fait les facteurs de renouveau que comportent ces interrogations. Ces facteurs de renouveau sont l'autre face du reflux : ils constituent la possibilité d'un pas en avant de la conscience révolutionnaire des éléments avancés du prolétariat parce qu'ils reflètent la perte d'illusions sur un socialisme octroyé par l'Etat et le parti, un socialisme version "maison de repos pour exploités".

Cette analyse peut aussi se résumer par cette phrase de Mao (T.I., p. 204) : **"La conception selon laquelle une victoire stratégique est déterminée par des succès tactiques est erronée, car elle méconnaît le fait que l'issue de la guerre dépend d'abord et avant tout de la façon dont on tient compte de la situation d'ensemble et de toutes les phases de la guerre"**.

C'est parce que nous faisons cette analyse que nous avons entamé la reconstruction d'une organisation communiste par les fondements programmatiques et la définition des tâches de la transition, que nous la poursuivons par la question de la stratégie. Et c'est bien ainsi que l'on répondra aux problèmes de l'heure. Par là nous avons commencé, par là il faut continuer.

## LA QUESTION DE LA STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE

Continuer, c'est bien sûr avancer dans l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire. Le lecteur sera vite convaincu à la lecture de la Thèse n° 3 que c'est bien celle-là qui ouvre le plus de débats urgents et à peine ébauchés. Mais il ne faut pas s'illusionner sur la nature de cette tâche et sur les conditions de son accomplissement.

D'abord la nature de cette tâche : il ne s'agit pas de la définition formelle ou technique de nouvelles voies et de nouveaux moyens de lutte. Il s'agit de trouver des voies et moyens **déterminés** par le but que nous poursuivons. En ce sens, on ne peut pas discuter de stratégie sans être à peu près au clair sur les tâches de la transition du capitalisme au communisme. On ne peut pas rompre avec les stratégies révisionnistes ( ou trotskystes ) sans rompre d'abord avec leurs conceptions du socialisme et leurs critiques du capitalisme qui déterminent profondément ces stratégies. Ou alors on transforme cette " rupture " en simple redéploiement hasardeux des formes de lutte ou des terrains de lutte. Il découle de là que l'élaboration ultérieure d'une stratégie révolutionnaire ne peut qu'aller de pair avec l'élaboration du **Programme concret** de la première phase de la transition, celle de la prise du pouvoir. Programme concret et stratégie s'élaborent de pair car ils sont le contenu et la forme de l'activité révolutionnaire. Indissolublement liés.

Ensuite les conditions d'accomplissement de cette tâche : elle n'est pas immédiatement à notre portée pour des raisons qui tiennent à la situation de la lutte des classes et à nous-mêmes, au niveau d'élaboration théorique et au niveau d'expérience pratique.

- Au niveau théorique, on n'avancera dans la définition plus précise d'une stratégie révolutionnaire qu'en développant plus avant l'**analyse de la crise** du système impérialiste. Ce qui nous impose à la fois un retour sur la théorie marxiste des crises et ses diverses interprétations historiques, et à la fois l'analyse concrète de la crise actuelle dans ses manifestations diverses ( relations internationales, évolution des classes... ).
- Au niveau de l'expérience pratique. Jamais une stratégie révolutionnaire ne sortira du cerveau de quelques théoriciens. Un degré d'expérience directe de notre organisation, la capacité à analyser les expériences indirectes, le dialogue avec d'autres groupes communistes en France et ailleurs, sont des conditions indispensables d'une avancée sur la stratégie. Une des tâches fixées par notre Congrès est précisément de travailler à réunir ces conditions. Mais ces conditions elles-mêmes sont dépendantes de la situation objective de la lutte des classes. Sans mouvements de masse importants et significatifs, pas d'élaboration stratégique poussée. Il en a toujours été ainsi : les bolchéviks russes n'ont élaboré une stratégie révolutionnaire achevée qu'après la révolution de 1905, bien qu'ils aient déjà analysé **avant** la formation sociale et économique russe et élaboré programmes et tactiques. En Chine, ce n'est qu'après l'échec de la révolu-

tion de 1927, l'analyse et la participation des communistes aux soulèvements révolutionnaires ouvriers et paysans, la création spontanée de zones libérées en divers endroits, etc... que Mao a synthétisé la stratégie de " l'encerclement des villes par les campagnes " (4).

\* \* \*

Si telles sont les conditions à réunir pour élaborer une stratégie révolutionnaire relativement précise, on comprend que ni nous, ni d'autres ne peuvent les réunir aujourd'hui. Mais nous plus d'autres pouvons entamer cette tâche, développer analyses et expériences, ouvrir un débat riche, tirer les leçons partielles de mouvements partiels, bref accumuler et construire de telle sorte que les périodes de lutte des classes qui rendent possible et nécessaire un saut qualitatif ne nous prennent pas au dépourvu. Mais accumuler et construire une organisation communiste n'est pas un processus spontané : on accumule véritablement de l'expérience et on construit solidement autour d'une ligne idéologique et politique, et au cours de sa mise en oeuvre unitaire. On construit " par le haut ". Le caractère embryonnaire de cette ligne ne change rien à l'affaire, c'est pourquoi bien que nous mesurons le chemin qu'il nous reste à accomplir, nous proposons l'ensemble de nos thèses comme base d'unité aux individus et groupes communistes qui veulent construire une organisation. C'est pourquoi aussi nous sommes prêts à nous unir sur toute base **plus élevée** ( ou plus juste ) qui nous sera proposée.

Ce Congrès a clos une période de notre évolution où la destruction a été plus ample que la construction, créant des déséquilibres et des difficultés innombrables. Il ouvre en même temps une période où la construction, nous semble-t-il, peut se développer, sur des décombres transformés en fondations. Telle est la situation au royaume des aveugles : les borgnes y sont rois.

Le Comité Directeur




---

(4) Voir Mao, T. I, p. 65 " Pourquoi le pouvoir rouge peut-il exister en Chine ".

— THESE N°1 —

*Sur la transition du  
capitalisme au  
communisme*

---

# sommaire :

## I LE COMMUNISME

Le communisme comme société sans classes

Le communisme comme réalité mondiale

La nécessité de la transition

## II LA REVOLUTION PROLETARIENNE EST UNE REVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE PORTEE PAR UNE REVOLUTION POLITIQUE ET IDEOLOGIQUE

Une révolution qui prend pour base les conditions matérielles développées par le capitalisme

La révolution socialiste est une révolution de type nouveau

## III LES CONTRADICTIONS DE LA SOCIETE DE TRANSITION

L'Etat de dictature du prolétariat

Le rôle du parti communiste

## IV LEUR RESOLUTION A TRAVERS LA LUTTE DE CLASSES

La socialisation des moyens de production

La planification et l'extinction de la loi de la valeur

L'extinction des classes et la division sociale du travail

La révolution et la lutte de classes dans la superstructure

## V LE CARACTERE INTERNATIONAL DE LA TRANSITION



## I LE COMMUNISME

### Le communisme comme société sans classe

La division sociale du travail est, non la division technique de celui-ci qui attribue à chaque individu une fraction d'un ensemble de travaux, mais la division du travail qui donne aux uns les travaux de conception et de commandement et aux autres les travaux d'exécution. Grâce au pouvoir qu'ils détiennent sur les moyens de production et sur l'appareil d'Etat, les bourgeois organisent la reproduction et le développement de ce rapport social de dépossession entre les " manuels " et les " intellectuels ". Cette division sociale est le fondement de la différenciation en classes. Elle intègre et reproduit dans ce cadre d'autres formes d'oppression et de discrimination selon le sexe ou la nationalité par exemple.

Le communisme c'est la société sans classe, sans exploitation et sans l'Etat qui en est l'instrument. Les lois régissant la production de la vie matérielle, qui jusqu'ici dominaient l'Homme, sont maintenant contrôlées par lui. La contradiction temps de travail contraint/temps libre n'existe plus. L'activité libre, activité multiple, la surmonte; car les facultés les plus élevées de l'homme peuvent s'épanouir pleinement. Le travail et les loisirs, la production et la consommation, l'activité intellectuelle et l'activité manuelle ne sont plus séparés et opposés. L'aliénation d'avoir à passer sa vie à arracher sa subsistance à la nature n'existe plus. L'aliénation liée à la division sociale du travail est vaincue. Le règne de l'abondance (" à chacun selon ses besoins ") est, quant au fond, la fin du travail aliéné et le

règne de l'activité libre pour tous. C'est à ce critère de l'activité libre, qui rend superflue la contrainte sociale et la comptabilité par le temps, que se mesure finalement l'avancée vers le communisme, que se mesure la domination du règne de la liberté sur celui de la nécessité.

Ainsi, l'homme, maître de sa propre société, devient le maître réel et conscient de la nature. L'activité libre satisfait les besoins les plus riches de l'individu, en même temps que les besoins sociaux. L'individu devient alors un être pleinement social, un être qui se réalise dans une activité dont il est pleinement l'auteur, en même temps que par cette activité, il est reconnu par autrui, par la communauté : échange réciproque fondé non plus sur l'aliénation, matérialisée par l'intermédiaire de l'argent, mais sur la reconnaissance et la recherche de l'utilité de tous les travaux et du plaisir qu'ils apportent. Plus l'individu est riche de cette activité libre, de cette jouissance vitale, plus la communauté des hommes est forte. Le communisme n'uniformise pas les individus. Au contraire, il les épanouit : c'est un kaléïdoscope.

Ainsi l'ensemble des rapports sociaux est remodelé. Les travaux de conception sont recomposés. La frontière entre les métiers devient indistincte et chacun peut s'épanouir dans plusieurs domaines. L'éducation, le rapport aux enfants, les formes de cohabitation, les rapports ville/campagne, tous les rapports sociaux portent l'empreinte du nouveau mode de production.

Le communisme c'est des individus,

sans doute différents et inégaux dans leur développement physique et intellectuel, mais semblables et égaux dans leur possibilité d'épanouissement et leur existence collective.

Les contradictions ne disparaissent pas. Ainsi la contradiction jeune/vieux demeure. Il en est de même de la contradiction homme/femme, adulte/enfant, etc... Elles perdent seulement leur caractère de classe et leur caractère d'oppression d'un groupe par un autre.

### Le communisme comme réalité mondiale

Le communisme recompose aussi les rapports entre les peuples. Sur la base de l'internationalisation de leur activité sous le capitalisme, les hommes de chaque peuple mettent en oeuvre une coopération qui dépasse les contradictions dues aux particularités ou au niveau de développement. En se débarrassant des entraves héritées des anciennes sociétés de classe, en

développant leurs capacités en comptant sur leurs propres forces, les différents peuples mettent en commun les forces productives de chaque nation. Celles-ci fusionnent alors. Les antagonismes nationaux, les guerres qu'ils entraînent disparaissent avec l'exploitation qui en était la base. L'humanité, sortie de sa préhistoire est enfin prête à construire le communisme universel.

### La nécessité de la transition

La révolution prolétarienne n'est pas une porte qu'on pousse pour passer d'un mode de production à l'autre. Les tâches qu'elle doit assumer sont d'ailleurs bien plus grandes que pour les révolutions passées. Elle doit balayer le passif de toutes les sociétés d'exploitation, bouleverser tous les rapports sociaux. Cela ne peut se faire que tout au long d'un processus, au cours d'une période de transition entre capitalisme et communisme.

## II LA REVOLUTION PROLETARIENNE EST UNE REVOLUTION ECONOMIQUE ET SOCIALE PORTEE PAR UNE REVOLUTION POLITIQUE ET IDEOLOGIQUE

### Une révolution qui prend pour base les conditions matérielles développées par le capitalisme

Depuis qu'existent des sociétés de classe, depuis que la condition de la majorité des hommes est celle d'exploités, s'est formée dans leur conscience l'aspiration à une société libre. Avec le capitalisme, ce rêve jusqu'alors utopique a vu se développer les conditions matérielles de sa réalisation historique.

Le capitalisme en créant un marché du travail met tous les hommes dans un rapport d'échange mutuel généralisé de leurs activités. La généralisation du salariat tend donc à délivrer les hommes des diverses barrières, nationales ou locales, qui bornaient leurs horizons sociaux dans les sociétés antérieures. Cet échange mutuel d'activités, parce qu'il se réalise à travers l'échange de marchandises, reste en partie masqué à leur conscience. Ce mouvement d'unification du monde par le capitalisme

crée les conditions objectives de l'émergence d'une conscience internationaliste.

Dans les sociétés antérieures, le travailleur exploité conservait la maîtrise du procès de travail. Le procès d'exploitation restait extérieur à celui-ci. Le capitalisme en développant la division du travail, en faisant éclater le procès de travail, rend illusoire l'aspiration à une reconstitution individuelle du travail. Il rend de ce fait absolument nécessaire la lutte contre la division sociale du travail et le caractère social et collectif de la reconstitution de celui-ci et des autres activités au sein de la société. Aucun des domaines de la vie sociale, tous marqués par la division du travail, ne sera épargné par la transformation révolutionnaire de la société.

Dans les sociétés précédentes, une partie de la production se faisait déjà sous forme marchande. Avec le capitalisme, toute la production est devenue une production sociale. Pratiquement plus aucun producteur ne fabrique de biens qui satisfont directement ses propres besoins. Tous produisent en vue de l'échange. Mais si la production est sociale, elle reste le fait de fabricants indépendants, utilisant les ressources dont ils disposent en fonction de leurs intérêts particuliers et dans l'ignorance de l'activité des autres producteurs. Cette contradiction sociale qui s'exprime dans la loi de la valeur caractérise les économies marchandes. Elle crée la possibilité générale des crises économiques. Mais l'éclatement de ces crises ne s'explique que par les contradictions sociales propres au capitalisme. Dans celui-ci en effet le développement de la productivité (c'est-à-dire la capacité croissante à produire des valeurs d'usage) engendre avec la baisse du taux de profit une "loi" qui à un moment donné se retourne contre le développement même de cette production de valeurs d'usage.

Ainsi les rapports sociaux qui caractérisent le capitalisme (échange marchand, généralisation du salariat, division du travail) rendent impossible un développement harmonieux, pacifique,

de la société. Le capitalisme produit des crises et des guerres. Mais ces crises, à travers lesquelles se régénère temporairement le capitalisme, ne peuvent être surmontées provisoirement que par l'aggravation de l'exploitation ouvrière et le renforcement de la domination impérialiste.

Le capitalisme, en développant sans cesse les forces productives, en réduisant toujours plus le temps de travail nécessaire à la production de la vie matérielle, laisse entrevoir les potentialités que libérera la révolution socialiste.

Ainsi le développement du capitalisme accumule les forces sociales et les bases d'un refus conscient de ce mode de production de la vie sociale. Il pousse à la prise en main par les producteurs de cette production sociale.

### **La révolution socialiste est une révolution de type nouveau**

La révolution socialiste n'a pas pour but de remplacer une classe dominante par une autre classe. Elle a pour but d'abolir toutes les classes. Dans cette révolution, le prolétariat subordonne ses intérêts particuliers aux intérêts généraux de l'humanité. Il est révolutionnaire justement en ce qu'il n'a pas d'intérêts particuliers à défendre, n'ayant que ses chaînes à perdre. Il est révolutionnaire, dans la mesure où il est la seule classe ayant intérêt à aller jusqu'au bout dans l'abolition des classes, et dans la mesure donc où il est (seul pendant toute la transition) la classe qui porte, représente et défend les intérêts généraux de l'humanité. Il perd son orientation révolutionnaire s'il en vient à vouloir chausser les bottes de la bourgeoisie, ou à rentrer dans son lit encore chaud et à adopter le point de vue : "ils ont profité, à mon tour maintenant"

A l'intérieur du mode de production capitaliste, les conditions matérielles du communisme n'existent pas sous la forme de forces productives et de rapports de production alternatifs. Elles existent au sein des contradictions

social/privé, forces productives/rapports de production, contradictions qui s'expriment socialement et politiquement dans la lutte des classes. Ainsi, l'aspiration à prendre en main la production sociale débouche parfois sur la constitution de coopératives ouvrières. Celles-ci apportent alors la preuve de l'impossibilité à modifier la division sociale du travail au sein d'une seule unité de production sans que la classe ouvrière prenne le pouvoir politique. Mais elles manifestent encore, même si c'est de façon dévoyée, la vigueur de l'aspiration ouvrière à transformer les rapports sociaux.

Les conditions matérielles du communisme qui existent sous le capitalisme ne peuvent pas être transformées en rapports de production et en forces productives alternatives sans la prise du pouvoir par le prolétariat. Avec la révolution prolétarienne s'ouvre donc une période de transition marquée par la coexistence de rapports de production antagoniques : rapports de production capitalistes et rapports de production communistes naissants. Au début de la transition, le prolétariat n'est donc dominant que sur le plan politique.

### III LES CONTRADICTIONS DE LA SOCIÉTÉ DE TRANSITION

La direction effective de la société par la classe ouvrière constitue l'objectif de la révolution. Elle se traduit dans sa capacité à rallier d'autres couches et classes à ses objectifs. Cependant la division capitaliste du travail, de même que l'inégal développement de la conscience révolutionnaire font que, d'abord, seule une minorité exerce réellement le pouvoir. La contradiction dirigeants/dirigés est donc une donnée objective de la société de transition. Contradiction qu'il s'agit de dépasser.

La prise du pouvoir d'Etat par le prolétariat crée l'une des conditions du développement de rapports nouveaux. Ces rapports nouveaux prennent la forme, d'abord élémentaire et embryonnaire, d'une coopération consciente des hommes entre eux, première atteinte à la division capitaliste du travail.

Le moteur de la transformation des rapports sociaux est la lutte de classe : l'action des masses ouvrières dans toutes les sphères de la vie sociale. C'est cette action et celle des ouvriers, armés de la conscience des buts et des moyens de cette transformation, qui sont la clé du communisme.

Cette conscience, le parti en est le propagateur et le centre d'élaboration. Il joue le rôle d'intellectuel collectif du prolétariat. Au début du processus révolutionnaire, c'est le parti qui réalise de la façon la plus achevée la recomposition de l'activité pratique et de la pensée. Cette recomposition est le but de la transformation révolutionnaire; elle justifie le déclin du rôle du parti au cours de la transition, et la disparition de celui-ci à l'aube du communisme.

#### L'état de dictature du prolétariat

L'état issu de la révolution prolétarienne présente un caractère double :

- d'une part il est le produit de la constitution de la classe ouvrière en classe dominante. Cet état se fonde sur les organisations nées du processus révolutionnaire (conseils d'usine, comités de quartier, commune, etc...). Il accomplit le programme du prolétariat dans l'organisation

de la production comme dans toutes les sphères de la vie sociale. Il a pour tâches d'établir les conditions de la poursuite de cette transformation, d'étendre la révolution, de favoriser l'expression et l'organisation des masses dans leur propre prise en charge.

- d'autre part, il reste dans une certaine mesure un appareil séparé des masses. Ces organisations, comme les administrations subsistantes, ne sont prises en charge que par une minorité et il se développe inévitablement des contradictions avec les masses. Pourquoi ? Parce que seul le prolétariat peut définir ses propres intérêts et les mettre en oeuvre. Ensuite, de par la fonction sociale dominante de l'Etat, il naît et se révèle régulièrement des comportements bourgeois en son sein. En cela la subsistance de l'Etat témoigne de la survivance de la division capitaliste du travail, donc des fonctions bourgeoises.

Dans la résolution des conflits nés de cette contradiction, deux voies s'opposent. Une voie vise au renforcement des pouvoirs discrétionnaires de l'Etat. L'autre favorise la résolution par les masses elles-mêmes de ces contradictions. L'expérience historique montre que cette intervention des masses n'est pas acquise une fois pour toute. Les organisations politiques de masse issues de la révolution peuvent parfaitement dégénérer rapidement en structures bureaucratiques.

La capacité dirigeante du prolétariat est justement sa capacité à mobiliser et à entraîner derrière lui dans la lutte pour les transformations révolutionnaires une quantité de plus en plus grande de travailleurs. Plus les prolétaires, puis les autres travailleurs, s'occupent de toutes les questions sociales, plus ils participent à la transformation de la société, plus on peut parler d'une réelle dictature du prolétariat. Dans la lutte contre la bourgeoisie est menée la lutte contre la coupure dirigeants/dirigés. Ce combat qui constitue un aspect de la lutte pour la suppression des classes se mène y compris contre la nouvelle bourgeoisie.

Mais l'exercice réel du pouvoir par les masses ne se mesure pas seulement à l'existence de structures démocratiques de participation comme les "soviets". Il se mesure surtout par la capacité des masses à maîtriser toutes ces questions sociales. Cette maîtrise exige aussi bien du temps libre, que la lutte pour se réapproprier et développer le savoir scientifique et les connaissances générales et que celle pour éliminer la division intellectuels/manuels.

L'Etat s'éteint en s'élargissant, en faisant participer à son fonctionnement une masse croissante de travailleurs. Mais cette transformation n'est pas spontanée. Le moteur en est la lutte contre la division sociale du travail et pour l'élimination du travail aliéné. En effet, ce n'est que lorsque l'activité libre aura remplacé la vieille contradiction travail contraint/temps libre que l'administration des choses pourra remplacer le gouvernement des hommes. Ce n'est qu'avec l'activité libre que l'homme s'intègre consciemment dans l'édification sociale sans y être contraint par un Etat.

Avec la fin de l'Etat et la fin des classes qui l'accompagne, s'éteint aussi la démocratie, qui n'est qu'un mode d'exercice du pouvoir d'une classe et de ses alliés contre d'autres classes.

### **Le rôle du Parti Communiste**

Le rôle dirigeant du politique et de l'idéologie dans la transformation suppose la conscience du but et des moyens pour y arriver. Cette conscience n'étant pas répartie uniformément, seule l'organisation de la frange la plus consciente permet une collectivisation fructueuse des idées et des pratiques. Cette collectivisation permet au prolétariat de se doter d'un programme. Les raisons de fond qui nécessitent l'existence d'un parti communiste sous le pouvoir de la bourgeoisie se maintiennent donc pendant la période de transition.

Dans la lutte de classes qui traverse cette période, le parti représente les intérêts généraux du prolétariat. Son rôle est central en tant qu'unique parti dirigeant, mais pas nécessairement le seul, exerçant la dictature du prolétariat. Il joue un rôle de direction idéologique ( le programme ), politique ( lutte au sein de l'Etat et des masses ), pratique ( organisation des masses, impulsion ou généralisation des expériences avancées dans et hors la production ). Cette direction ne se décrète pas, elle se gagne et se renforce dans la lutte des classes.

Cependant le parti est différent des masses. Il existe donc une contradiction Parti/masses de même nature que les contradictions Etat/masses ou dirigeant/dirigé. Cette contradiction existe aussi en son sein à travers la contradiction centralisme/démocratie. De plus, beaucoup de communistes, en particulier des dirigeants, se retrouvent à la direction d'entreprises ou bien dans l'appareil d'Etat à des fonctions parfois peu contrôlées par les

masses. Tous ces phénomènes, dus à la subsistance de la division sociale du travail, produisent régulièrement des idées et des positions bourgeoises au sein même du parti.

Plus généralement, les contradictions existant dans la société, la lutte constante entre la voie capitaliste et la voie communiste trouvent leur reflet dans la lutte de ligne qui le traverse.

Le parti, comme l'Etat, n'exerce dans la société le rôle dirigeant que pour supprimer les bases de leur existence en tant que corps séparé : la division sociale du travail. Le parti se dissout dans la société au rythme de la libération de l'initiative des masses. Au fur et à mesure que les masses investissent les rouages de la société, au fur et à mesure qu'elles contribuent plus directement à l'orientation du parti, celui-ci voit son rôle s'estomper. Le parti se justifie de moins en moins et il disparaît au rythme de l'extinction de la division sociale du travail.

#### IV LEUR RESOLUTION A TRAVERS LA LUTTE DE CLASSES

##### La socialisation des moyens de production

Le pouvoir prolétarien, par l'expropriation des capitalistes, donne le coup d'envoi à la prise en main systématique par les ouvriers de la production. Il crée ainsi une des conditions pour la liquidation de la contradiction production privée/production sociale et de la division sociale du travail qui caractérisent le capitalisme.

Après expropriation, sans indemnité, des moyens de production et de distribution capitalistes, l'Etat prolétarien devient en droit propriétaire de la

majorité des moyens de production et d'échange. Cette propriété est celle de l'appareil central de l'Etat ou celle des appareils locaux ( communes, conseils ) en fonction de la taille et de la nature des unités de production ou de distribution.

La petite production est aujourd'hui entièrement dominée par la grande production. Elle contribue pour une part faible à la production de richesses; mais elle emploie encore un nombre important de prolétaires. Ceux-ci devront sous le socialisme trouver des formes de coopération adéquates, associant les producteurs et les utilisateurs.

teurs. On ne doit a priori exclure toute forme d'association ( propriété communale, coopérative... ). Ces formes de propriété, comme la propriété d'Etat, sont des formes transitoires.

Cette propriété collective en droit est une condition nécessaire mais nullement suffisante de la transformation des rapports sociaux et d'une appropriation réelle des moyens de production et d'échange par les producteurs.

Que la propriété soit étatique ou coopérative, l'appropriation effective des moyens de production par les ouvriers butte en effet sur l'existence de la division sociale du travail. La maîtrise de ces moyens par les ouvriers impose la lutte contre cette division. Elle ne sera donc totale qu'avec l'abolition des classes et le communisme.

C'est dans l'appareil d'Etat et dans les grandes unités de production que cette contradiction et que la lutte contre la division du travail se développeront de la façon la plus décisive quant à la marche vers le communisme. Au début de la transition, l'appropriation réelle des moyens de production y sera encore le fait d'une couche d'administrateurs, de gestionnaires et de spécialistes. Quelle que soit son origine, cette couche sociale tendra spontanément et parfois consciemment à se consolider en une " nouvelle bourgeoisie ".

Cette tendance ne pourra être combattue que par l'intervention croissante des ouvriers en premier lieu et de leurs alliés, dans les choix politiques et économiques. Cette intervention prendra au début la forme élémentaire d'un contrôle; mais avec la réappropriation des connaissances intellectuelles et des tâches de direction, les masses acquièrent de plus en plus la capacité à mettre en oeuvre, collectivement, les forces productives de la société et leur transformation; car, développées par le capitalisme, ces forces productives en portent l'empreinte : toute la conception de la machinerie et de l'organisation du travail est faite pour dominer et contraindre le travailleur, le réduire à l'état d'exécutant docile et décervelé.

C'est pourquoi on ne peut se contenter de révolutionner les rapports de production, il est indispensable de remodeler les forces productives, de concevoir de nouvelles machines, une nouvelle organisation du travail allant vers une production automatique.

Cette lutte prendra des formes exacerbées chaque fois qu'apparaîtront des difficultés économiques et sociales. La lutte de classes opposera alors les partisans d'un élargissement du pouvoir des spécialistes et ceux d'un accroissement de l'intervention des masses.

#### **La planification et l'extinction de la loi de la valeur**

Dans la première phase du socialisme, la production marchande et l'échange de marchandises existent encore. Les unités productives, les producteurs et les produits sont encore en situation de relative indépendance. Les relations entre les unités productives et la répartition des biens de consommation s'effectuent spontanément sous forme d'échanges de marchandises selon le principe de l'échange de valeurs égales, c'est-à-dire de l'échange de quantité de travail égales.

Mais cet échange de quantités égales de travail est encore un " droit bourgeois ". Les conditions de la production restent inégales, les individus ont une place inégale dans le processus de production, un inégal niveau physique et intellectuel, des situations personnelles et familiales inégales.

Le principe de rémunération " A chacun selon son travail " tient compte de la division du travail et du faible niveau des forces productives qui subsistent dans cette phase. La rareté des produits et l'attitude des hommes face à un travail qui est encore aliénant ne permettent pas de donner " A chacun selon ses besoins ".

Laisser librement jouer la loi de la valeur revient à encourager le réinvestissement du surtravail dégagé.

dans les secteurs à forte productivité sociale dans ces mêmes secteurs et donc à accroître le rythme d'accumulation de ces secteurs au détriment des autres. Les écarts s'en trouvent renforcés.

Laisser jouer librement la loi de la valeur amène à privilégier la productivité immédiate dans la production et donc à laisser cadres, ingénieurs et dirigeants valoriser immédiatement leurs compétences techniques sans perdre leur temps au travail de production directe ou à la formation des ouvriers.

En développant la planification de l'économie, l'Etat prolétarien limite la loi de la valeur. Il essaie d'affecter les ressources en fonction des intérêts de la révolution. Mais la planification n'abolit pas la loi de la valeur et, pour une part, le caractère social de ce qui est produit est sanctionné a posteriori. Cela parce qu'existe encore la division sociale du travail. La planification n'est pas révolutionnaire par nature. Elle n'est qu'un outil qui ne sert la classe ouvrière que par les buts qu'elle poursuit et par la manière dont elle est mise en oeuvre.

Ainsi la planification "socialiste" peut parfaitement n'être que le système de gestion bureaucratique d'une bourgeoisie d'Etat comme c'est le cas en URSS. Alors, non seulement le salariat subsiste, mais encore la concurrence entre industriels, entre ministères, tous avides de main d'oeuvre et de crédits. La loi de la valeur, en apparence égratignée, se maintient.

Dans la société de transition, le plan se construit et se vérifie au sein des organismes de pouvoir nés du processus révolutionnaire et dans les structures économiques mises en place par le pouvoir prolétarien. Dans ses objectifs, le plan cherche à résoudre la contradiction entre les capacités de production et de travail et les besoins des masses durant la période de transition; besoins dont la définition est l'un des enjeux de la lutte des classes.

Ces besoins ne sont donc pas principalement d'éliminer dans la production des biens l'anarchie et le gaspillage. La planification traduit dans la production les objectifs de transformation sociale que poursuit le prolétariat :

- elle oriente la production et la distribution en vue d'accroître le bien-être physique et intellectuel des larges masses.
- elle organise la répartition des tâches dans la production en vue de réduire les fonctions bureaucratiques et non productives de valeurs d'usages et de diminuer le temps et la pénibilité du travail.
- elle développe des services gratuits au détriment de l'échange monétaire.
- elle stimule le développement des forces productives pour réduire le temps de travail nécessaire à la production.
- elle affecte une partie des ressources en temps de travail à la formation intellectuelle, théorique et pratique, des ouvriers.
- elle développe l'échange entre nations suivant les devoirs internationalistes particuliers d'un ancien pays impérialiste, les intérêts de la révolution et la nécessité de maintenir des relations d'Etat à Etat à systèmes sociaux différents dans le cadre d'échanges marchands.

La dictature du prolétariat, pour avancer vers le communisme, s'attache à limiter les effets de la loi de la valeur et à supprimer les fondements de son existence : élever en permanence la socialisation des moyens de production vers l'appropriation sociale complète, réduire par la planification scientifique et la participation politique des masses, l'indépendance des travaux exécutés par différentes unités de production et la division sociale et manufacturière du travail, développer une politique de prix qui tende à lutter contre les déséquilibres issus du capitalisme entre les différents secteurs, mettre l'avance des unités les plus productives au



service de la production sociale entière et mobiliser ainsi tous les travailleurs.

La planification vise alors une égalisation croissante des conditions de production, donc une atténuation des différences, de la division sociale du travail.

Dès le début de la dictature du prolétariat, une partie de la production et de la répartition est consciemment soustraite aux mécanismes de la loi de la valeur : l'initiative volontaire et consciente des ouvriers dans le travail bénévole pour l'ensemble de la société et la part croissante des produits nécessaires aux masses distribués gratuitement ou à bas prix (santé, logement, denrées de base, éducation, culture...) sont les premiers germes de cette lutte. Au fur et à mesure de la lutte révolutionnaire contre la division sociale du travail, contre les grandes différences, les forces productives sont remodelées et se développent de telle sorte qu'elles assurent à tous les membres de la société non seulement une existence parfaitement suffisante du point de vue matériel, mais l'épanouissement et l'exercice libre et complet de leurs dispositions physiques et intellectuelles. Ainsi, la richesse sociale n'est plus constituée par une accumulation de marchandises mais se mesure par l'abondance du temps libre. Il subsiste encore un temps libre et un temps de travail fondé sur la survivance du travail aliéné. Le communisme réalise la suppression de cette contradiction et rétablit le règne de la liberté contre le règne du travail aliéné.

Dans sa mise en oeuvre, le plan combine centralisme et démocratie, initiative des masses et lutte idéologique et politique sous l'impulsion du parti, intervention large et démocratique quant aux choix d'orientation, contrôles des résultats et responsabilités.

Cependant la subsistance de la loi de la valeur conduit à des contradictions dans le développement économique qui prennent le caractère de crises. A ces occasions la lutte de classes devient plus vive, dans la société et

dans le parti. Le point de vue bourgeois affirme surmonter les contradictions, par le renforcement du rôle des experts, par le renforcement des contrôles bureaucratiques sur la production, voire par la répression des producteurs directs à qui est imposée une discipline militaire. C'est le point de vue qui a été adopté par Staline pour surmonter les contradictions de la période de transition et qui reste pratiqué dans les pays de capitalisme d'Etat. Le point de vue communiste cherche à surmonter ces contradictions en favorisant l'initiative des masses dans la production. Le parti s'efforce de leur donner les moyens idéologiques, théoriques et pratiques de leur intervention. Initiative et responsabilité accrue des masses : c'est la lutte contre la division sociale du travail, c'est la condition de la marche au communisme.

#### **L'extinction des classes et la division sociale du travail**

Héritage des sociétés d'exploitation, la division sociale du travail subsiste dans la période de transition. La tâche du prolétariat et de son parti est de la liquider. Cependant, le fait que la maîtrise des forces productives reste encore l'apanage des anciens bourgeois impose une lutte, mais aussi des compromis tactiques. Aucun compromis n'est neutre du point de vue de l'avenir du communisme. Tout compromis qui freine durablement l'initiative des masses affaiblit les bases du communisme dans la société de transition. Aussi en même temps que sont passés des compromis avec les éléments bourgeois ou avec les masses arriérées doit être renforcé dans le prolétariat le travail idéologique, politique et pratique. Ce travail, en contribuant à la transformation du rapport de forces entre les classes, permettra de modifier les compromis passés dans un sens toujours plus favorable au prolétariat.

La persistance de la division sociale du travail est une des bases sur lesquelles se développent des privilèges de

fonction et de situation. A partir de ceux-ci un certain nombre de dirigeants s'engageront dans la voie capitaliste. Cette nouvelle bourgeoisie tend à fusionner avec l'ancienne qui survit à son expropriation par sa maîtrise des connaissances scientifiques et techniques et par son expérience de la gestion. Parmi ces nouveaux fonctionnaires du socialisme se retrouvent aussi des cadres des organismes dirigeants du prolétariat, de par leur position dominante dans la société de transition.

La division sociale du travail issue du capitalisme subsiste; donc les classes aussi. Rien n'est définitivement acquis pendant la période de transition. L'histoire de la société de transition est donc marquée par une âpre lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat pour la maîtrise de la production et de tous les rouages de la société, une lutte pour supprimer ou renforcer la division du travail.

Au cours de cette lutte, le prolétariat doit investir en masse toutes les structures où se décident les choix économiques. Ce contrôle est déjà un pas en avant important dans la gestion de la production par les ouvriers. Cependant celle-ci restera formelle si le prolétariat ne s'approprie pas en même temps toutes les connaissances techniques et scientifiques qui sont actuellement l'apanage des techniciens, ingénieurs et autres spécialistes. De plus, cette couche sociale, qui tient ses privilèges de situation de la division capitaliste du travail, constitue une base d'appui objective à une restauration du pouvoir de la bourgeoisie; elle devra assurer progressivement sa part de travail productif.

Ainsi, la lutte contre la division du travail relève d'un double mouvement. D'une part la participation des dirigeants au travail d'exécution. D'autre part (et surtout), la formation des masses pour qu'elles prennent en main les tâches de conception et d'organisation au cours du remodelage des forces productives.

### La révolution et la lutte de classes dans la superstructure

La révolutionnarisation de tous les rapports sociaux n'a pas comme préalable le bouleversement achevé de leur base économique. Ce point de vue mécaniste s'est pourtant imposé dans la IIIème Internationale. La révolution prolétarienne est une révolution sociale portée par une révolution idéologique et politique. La transformation des superstructures et les luttes qui s'y déroulent agissent donc comme des stimulants dans la transformation des rapports sociaux de production.

L'expérience de la révolution bolchévique comme celle de la révolution chinoise montrent que durant les périodes révolutionnaires, l'initiative des masses se développe dans tous les domaines de la vie sociale parce que la condition d'exploité détermine tous les aspects de la vie sociale des ouvriers et des travailleurs. Naissent alors des mouvements, des expériences et des remises en cause multiples et contradictoires qui touchent l'enseignement, la médecine, la famille, la vie culturelle et la production artistique...

Le prolétariat doit bouleverser l'exercice de la médecine, abattre le "pouvoir médical", pour mettre en oeuvre les conditions de sa santé qui ne sera plus alors la simple reconstitution ou réparation de sa force de travail.

Le prolétariat doit aussi transformer tout le système éducatif. Aujourd'hui outil de reproduction de la division sociale du travail, il deviendra moyen d'un libre épanouissement des individus. La production culturelle et artistique sera sortie de sa tour d'ivoire, et mise au service des buts libérateurs avant de devenir une activité libre.

La socialisation de la sphère de la reproduction de la force de travail sapera les bases matérielles du caractère bourgeois de la famille, lieu de la reproduction des classes et de la division sexuelle du travail le plus proche des

individus. La lutte contre le droit bourgeois, égal en apparence et inégal au fond, et surtout les organisations des femmes et des enfants contribueront puissamment à bouleverser les relations au sein de la famille.

Dans ces transformations, le prolétariat rentrera en contradiction avec la petite bourgeoisie dont certaines couches tirent leurs privilèges du monopole qu'elles exercent dans les tâches médicales, éducatives ou artistiques.

L'initiative des masses dans le bouleversement de la superstructure prendra des formes multiples et souvent contradictoires. Contradictions entre les initiatives elles-mêmes, contradiction entre les expériences avancées et les masses qui subissent encore le poids de l'idéologie bourgeoise. D'autre part une fraction de la petite bourgeoisie participera activement à ces initiatives car sur ce terrain aussi bien que dans la lutte contre certains aspects de la domination du capitalisme elle se montre souvent la plus active.

La tâche d'avant-garde du parti sera, là comme ailleurs, de promouvoir les initiatives justes. Mais la justesse de ces initiatives, du point de vue du but (lutte contre la division du travail, développement de l'échange gratuit, formes de libre association...) ne peut s'apprécier que dans leur mise en oeuvre. Le rôle d'avant-garde du parti ne pourra s'exercer que sur la base d'une multiplication d'initiatives et de pratiques à propos desquelles il impulse le débat idéologique et politique. Il poussera à la généralisation des expériences les plus avancées, la transformation de la société dans la période de transition n'étant pas un mouvement calme et harmonieux réglé comme une horlogerie; mais un mouvement contradictoire et conflictuel.

Le développement du capitalisme a constitué dans les pays impérialistes un énorme secteur de fonctions amenées à disparaître sous le communisme (sécurité sociale, banques...). La transformation du mode de production et

d'échange amènera donc des contradictions avec des couches sociales proches du prolétariat. Celui-ci devra les résoudre en maintenant l'alliance avec celles-ci.

L'accumulation du capital a aussi produit des villes tentaculaires et dépeuplé les campagnes. Liquider la division sociale du travail nécessite aussi de liquider la contradiction ville/campagne par la régression des grandes cités et la répartition de toutes les activités sur des bases nouvelles. De même la contradiction ouvriers/paysans devra être résolue par la coopération et la maîtrise commune des choix économiques.

La division sociale du travail, fondement de la différenciation en classes, intègre et reproduit dans ce cadre d'autres formes spécifiques d'oppression et de discrimination suivant le sexe ou la nationalité par exemple. L'abolition des classes est une condition nécessaire à la liquidation de ces formes d'oppression. Cependant ce n'est pas une condition suffisante. Cette liquidation exige un combat spécifique qui conditionne lui-même en retour les autres luttes.

#### **Le dépassement du droit bourgeois.**

Le droit témoigne du caractère contradictoire de la période de transition. Il est bourgeois car il manifeste la persistance de la loi de la valeur et la nécessité de répartir la richesse en fonction du temps de travail fourni. Il reflète la division sociale du travail par le maintien d'une inégalité dans la distribution. Mais il témoigne aussi de l'avancée dans la transformation de la société.

L'Etat socialiste ne peut éliminer d'un seul coup les inégalités, les classes.

Dans la période de transition subsiste la contradiction temps de travail contraint/temps libre, fondée sur la survivance de la division sociale du travail et du travail aliéné. Il subsiste donc aussi des inégalités dans la répartition fondée sur le temps de travail, chacun étant inégal face au travail. Inégalités dans la division du travail, inégalités dans la répartition sont

tolérées et même dans une certaine mesure protégées par l'Etat socialiste. Qui dit Etat dit classes et différences de classes. Donc la loi, le droit existent toujours qui organisent ces rapports de classes, les codifient. C'est en ce sens qu'il faut reconnaître que l'Etat socialiste de transition se protège lui-même, protège les classes, le droit, puisqu'il reconnaît leur existence ( et la protège même parfois contre le " gauchisme " ).

Mais en ce sens seulement. Car il n'y a socialisme que si les prolétaires luttent pour la disparition de l'Etat, des classes, du droit.

Le droit, par exemple, est d'emblée **inégal** par opposition au droit égal de l'époque capitaliste, afin de servir à corriger et éliminer les inégalités tant dans le processus de production ( lois obligeant les dirigeants au travail manuel, accordant la priorité aux ouvriers pour les postes dirigeants, etc... ) que dans la répartition ( introduction de certains éléments de " à chacun selon ses besoins " dès le début de la phase de transition comme santé, enseignement gratuits, etc... ).

La lutte du prolétariat doit se saisir alors du caractère contradictoire de l'Etat et du droit pour avancer

vers la suppression du travail aliéné, comme condition fondamentale pour qu'il n'y ait plus ni Etat ni droit.

Le droit constitue donc, à la fois, un frein et un des éléments de transformation. Un frein dans la mesure où il tend à reproduire l'inégalité entre les hommes et la division du travail. Un élément stimulant de la transformation dans la mesure où il affirme la nécessité de dépasser les rapports existants et où il reconnaît et facilite les conditions de l'initiative et de l'expression des masses ( droit de grève, de presse, moyens d'expression et de critique... ). Il contribue aussi à la généralisation des pratiques les plus avancées.

Aussi la lutte de classe s'exprime-t-elle aussi sur ce terrain. C'est pourquoi élargir le droit bourgeois ou le dépasser sera l'enjeu d'une lutte; lutte qui prend appui sur les luttes fondamentales de la période de transition ( division du travail, dépérissement de l'Etat ).

Reste que le droit ne peut que sanctionner formellement un rapport de forces. Par rapport au droit, l'exercice réel du pouvoir par une classe est principalement déterminé par qui détient la force militaire.

## V LE CARACTERE INTERNATIONAL DE LA TRANSITION

Les communistes se fixent pour but la révolution communiste internationale et orientent dès aujourd'hui leur stratégie dans ce sens. Cependant, étant donné l'inégal développement des contradictions de classe, les communistes n'excluent pas une phase de transition où la révolution n'aurait triomphé que dans le cadre plus étroit d'une ou plusieurs nations.

Dans ce cas la tâche du prolétariat de ces pays est d'aider par tous les moyens, y compris militaires, à l'élargissement de la révolution mondiale. Cette aide devant être sous la direction politique des révolutionnaires de ces pays. C'est l'axe central de la politique extérieure du prolétariat. La politique dite de " coexistence pacifique " avec le camp impérialiste lui est subordonnée.

tolérées et même dans une certaine mesure protégées par l'Etat socialiste. Qui dit Etat dit classes et différences de classes. Donc la loi, le droit existent toujours qui organisent ces rapports de classes, les codifient. C'est en ce sens qu'il faut reconnaître que l'Etat socialiste de transition se protège lui-même, protège les classes, le droit, puisqu'il reconnaît leur existence (et la protège même parfois contre le " gauchisme " ).

Mais en ce sens seulement. Car il n'y a socialisme que si les prolétaires luttent pour la disparition de l'Etat, des classes, du droit.

Le droit, par exemple, est d'emblée **inégal** par opposition au droit égal de l'époque capitaliste, afin de servir à corriger et éliminer les inégalités tant dans le processus de production (lois obligeant les dirigeants au travail manuel, accordant la priorité aux ouvriers pour les postes dirigeants, etc... ) que dans la répartition (introduction de certains éléments de " à chacun selon ses besoins " dès le début de la phase de transition comme santé, enseignement gratuits, etc... ).

La lutte du prolétariat doit se saisir alors du caractère contradictoire de l'Etat et du droit pour avancer

vers la suppression du travail aliéné, comme condition fondamentale pour qu'il n'y ait plus ni Etat ni droit.

Le droit constitue donc, à la fois, un frein et un des éléments de transformation. Un frein dans la mesure où il tend à reproduire l'inégalité entre les hommes et la division du travail. Un élément stimulant de la transformation dans la mesure où il affirme la nécessité de dépasser les rapports existants et où il reconnaît et facilite les conditions de l'initiative et de l'expression des masses ( droit de grève, de presse, moyens d'expression et de critique... ). Il contribue aussi à la généralisation des pratiques les plus avancées.

Aussi la lutte de classe s'exprime-t-elle aussi sur ce terrain. C'est pourquoi élargir le droit bourgeois ou le dépasser sera l'enjeu d'une lutte; lutte qui prend appui sur les luttes fondamentales de la période de transition ( division du travail, dépérissement de l'Etat ).

Reste que le droit ne peut que sanctionner formellement un rapport de forces. Par rapport au droit, l'exercice réel du pouvoir par une classe est principalement déterminé par qui détient la force militaire.

## V LE CARACTERE INTERNATIONAL DE LA TRANSITION

Les communistes se fixent pour but la révolution communiste internationale et orientent dès aujourd'hui leur stratégie dans ce sens. Cependant, étant donné l'inégal développement des contradictions de classe, les communistes n'excluent pas une phase de transition où la révolution n'aurait triomphé que dans le cadre plus étroit d'une ou plusieurs nations.

Dans ce cas la tâche du prolétariat de ces pays est d'aider par tous les moyens, y compris militaires, à l'élargissement de la révolution mondiale. Cette aide devant être sous la direction politique des révolutionnaires de ces pays. C'est l'axe central de la politique extérieure du prolétariat. La politique dite de " coexistence pacifique " avec le camp impérialiste lui est subordonnée.

Malgré ce cadre national étroit, la transformation des rapports sociaux est entreprise. L'existence des pays impérialistes pèse cependant sur la transformation :

- sur le plan militaire : nécessité d'un fort secteur économique militaire, donc parasitaire. Nécessité d'une armée permanente en plus de la milice ouvrière. Cette armée de par sa séparation d'avec la population constitue une base objective d'appui du camp bourgeois.
- sur le plan économique : contraintes d'échange, achat de matériel et de machines...
- sur le plan idéologique : poids de la propagande et des médias des pays capitalistes, renforçant de fait tout ce qui est arriéré dans les masses ( individualisme, racisme, etc... )

Tout cela renforce les courants bourgeois de toutes sortes dans les pays en transition.

La marche au communisme ne peut que être mondiale, à cause de tout cela; mais surtout parce que la division sociale du travail est aussi internationale. C'est sur cette base que se font les contradictions entre peuples et nations. En particulier se posera le problème de la résolution de la contradiction pays dominants/pays dominés dont héritera la société de transition. Pour la France : la liquidation de l'héritage impérialiste.

La lutte pour le communisme exige donc une internationale pour diriger les processus nationaux dans le sens des intérêts généraux de la révolution.

---

PROGRAMME GENERAL DE LA TRANSITION DU CAPITALISME AU  
COMMUNISME

---

I. *Le but de notre lutte révolutionnaire est le Communisme. L'humanité atteindra ce stade lorsqu'auront été abolies les classes sociales et la division sociale capitaliste du travail sur laquelle repose leur existence. Lorsqu'auront été abolis les Etats et les superstructures politiques, instruments de domination et de lutte de classes. Lorsque les nations auront librement fusionné et qu'aura été abolie la division internationale impérialiste du travail sur laquelle reposent l'oppression et l'exploitation des nations faibles par les nations fortes.*

II. *Entre le capitalisme et le communisme s'étend une période de transition ou Dictature du prolétariat. Cette période de transition est une révolution prolétarienne ininterrompue et par étapes, une révolution économique et sociale portée par une révolution idéologique et politique. Pendant toute la période de transition existent les classes et la lutte des classes, bien que dans une société de transition la forme d'existence et de lutte des classes soit modifiée. La reproduction d'une classe bourgeoise est une tendance objective tant que subsiste la division capitaliste du travail ou ses vestiges, tant que subsiste d'Etat ou ses vestiges. Sur cette base surgissent nécessairement les tentatives de constitution d'une nouvelle bourgeoisie bureaucratique en force politique et demeure la possibilité de sa victoire contre-révolutionnaire.*

*Aussi la question de la ligne idéologique et politique, et celle du pouvoir politique restent décisives pour l'accomplissement des tâches de la transition. Aussi, cette lutte des classes se reflète-t-elle au sein des superstructures politique, militaire et administrative, sous la forme de la lutte entre deux lignes, entre deux voies : avancer vers le communisme ou régresser vers le capitalisme.*

La lutte des classes dans la société et la lutte entre deux lignes dans les organes du pouvoir révolutionnaire sont le moteur de la transition, pour qu'à partir d'une société héritée du capitalisme soient remodelées et développées les forces productives, révolutionnarisés les rapports de production, transformées les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, bouleversées les idées qui émanent de ces relations sociales.

Dans le processus de transition du capitalisme au Communisme, la ligne politique et idéologique est le facteur dirigeant, tandis que les transformations économiques et sociales sont la base déterminante en dernière instance.

III. Pour accomplir victorieusement la transition du capitalisme au communisme, les communistes se fixent les tâches suivantes :

1. Renforcer l'exercice effectif du pouvoir par les masses : résoudre progressivement la contradiction entre l'avant-garde communiste et les masses, celle entre pouvoir politique et pouvoir social. Et ce jusqu'au dépérissement des appareils d'Etat, des partis politiques. Réaliser l'armement du camp du prolétariat, mesure transitoire vers la suppression des armées en général.
2. Elimination de la propriété privée, individuelle et de classe, des moyens de production et d'échange, sans exceptions. Appropriation et gestion sociale de l'ensemble des instruments nécessaires à la vie sociale sur la base des rapports de collaboration et d'assistance mutuelles, et dans le sens des besoins d'émancipation de l'humanité.
3. Remodeler les forces productives, les techniques et la science selon une autre rationalité : celle du libre épanouissement des facultés physiques et intellectuelles des individus. Reconvertir les productions socialement inutiles. Produire cette nouvelle rationalité elle-même, de nouveaux rapports sociaux et donc de nouveaux besoins, pour créer une communauté réelle des hommes.
4. Développer les forces productives dans le sens d'un processus de production automatisé pour réduire à un minimum le travail nécessaire de la société. Répartir ce travail entre tous les membres de la société et supprimer les emplois parasites et socialement inutiles. Le temps libre mesure la richesse sociale.
5. Liquider progressivement la division capitaliste du travail, c'est-à-dire :
  - recomposer le travail manuel, le travail intellectuel et l'activité physique et sportive, dans le système d'éducation, sur les lieux de travail et d'habitation
  - recomposer les fonctions de commandement et d'exécution, supprimer les hiérarchies
  - recomposer les fonctions administratives et les fonctions de production
  - socialiser le travail domestique, l'éducation des enfants, assurer le dépérissement progressif de la famille bourgeoise en sapant les bases de la division sexuelle du travail.



6. *Liquidier progressivement la polarisation entre villes concentrationnaires et campagnes désertiques, entre régions sur-développées et sous-développées. Démantèlement de l'urbanisation capitaliste, développement et répartition équilibrée des activités industrielles, agricoles, culturelles et de loisirs, entre les régions.*
7. *Abolir le salariat par une répartition sociale des richesses de moins en moins liée au temps de travail et de plus en plus liée à la satisfaction des besoins de l'individu et de la collectivité (santé, loisirs, culture, éducation, etc...); et par un processus de réduction des différences de salaires en rapport avec le recul de la division sociale capitaliste du travail.*
8. *Réaliser la fusion librement consentie des nations. D'abord en pratiquant l'internationalisme prolétarien actif dans le but d'étendre au monde entier la révolution prolétarienne, dimension mondiale sans laquelle il n'y aura de communisme nulle part. Ensuite en renversant peu à peu la division internationale impérialiste du travail, par l'aide désintéressée des pays les plus développés aux pays les moins développés, en réparant de cette façon la dette que les pays impérialistes ont contractée auprès des pays dominés. Enfin en développant une culture et des échanges humains multinationaux, débarrassés des entraves posées par les flux migratoires contraints et sur la base de l'égalité des nations grandes ou petites.*

IV. *Le Communisme n'est pas une société d'uniformité et d'égalitarisme, mais seulement une société où individualités et inégalités ont perdu leur caractère de classe : des individus différents et inégaux dans leur développement physique et intellectuel, mais semblables et égaux dans leurs possibilités d'épanouissement et leur existence collective. L'Homme est enfin libéré de la tâche asservissante d'avoir à consacrer sa vie à arracher de quoi vivre à la nature. L'individu existe dans l'échange de son activité libre non aliénée avec celle des autres.*

*Dans la société communiste, les contradictions ne disparaissent pas, elles perdent seulement leur caractère de classe. Ici prend fin la préhistoire de l'humanité, la communauté humaine maîtrise son propre développement.*

————— THESE N°2 —————

*Sur les contradictions du  
mouvement ouvrier*

---

L'objet de cette thèse n'est pas d'analyser les grandes lignes de partage de la classe ouvrière : entre hommes et femmes, entre nationalités, entre travailleurs fixes et précaires, OS et professionnels, etc... Le but est d'analyser les contradictions du mouvement ouvrier dans sa lutte contre la bourgeoisie à partir de sa place dans les rapports fondamentaux du mode de production capitaliste.

Cette analyse constitue le socle qui nous donnera les moyens d'une activité juste vis à vis des différentes catégories d'ouvriers : aussi bien vis à vis de celles où notre travail est déjà entrepris (immigration, femmes par exemple), que de celles qu'il s'agit d'aborder (travailleurs précarisés).

I. On entend par " mouvement ouvrier " l'ensemble des manifestations de la lutte prolétarienne contre la bourgeoisie, manifestations spontanées et conscientes, théoriques et pratiques, organisées et inorganisées, réformistes et révolutionnaires.

II. L'expérience contemporaine du mouvement communiste, particulièrement depuis sa renaissance en Europe autour de 1968, montre que deux tendances s'affrontent, se succèdent ou se combinent parmi les organisations révolutionnaires à propos de l'analyse des contradictions du mouvement ouvrier :

- l'une déduit de l'aspect objectivement révolutionnaire du mouvement prolétarien une spontanéité révolutionnaire absolue et immédiate. Spontanéité qu'il suffirait dès lors de révéler, par le moyen exclusif soit de l'acte exemplaire (militarisme), soit de la diffusion de bonnes idées (idéologismes), soit de l'exaltation des luttes spontanées en elles-mêmes. La domination du réformisme est alors réduite à sa seule dimension organisationnelle ou idéologique.
- l'autre déduit de la spontanéité réformiste immédiate du mouvement ouvrier le caractère objectivement et exclusivement réformiste bourgeois de la classe ouvrière. La lutte des classes ne serait plus alors qu'un perpétuel mouvement de régénérescence du capitalisme. Le processus révolutionnaire devient ici un mouvement purement subjectif, volontariste, qui se concrétise aussi par des variantes militaristes et idéologistes, quand il n'est pas simplement renvoyé à plus tard pour céder la place aujourd'hui à un " réalisme " réformiste.

Ces deux déviations ont une vitalité et prennent des formes concrètes déterminées par la conjoncture. La première est le produit typique des périodes de flux relatif du mouvement ouvrier spontané et d'idéalisation de ce flux par les militants révolutionnaires (particulièrement les intellectuels) qu'il attire inévitablement vers la classe ouvrière. La seconde est le produit du reflux relatif du mouvement ouvrier et constitue l'autojustification de la débâcle massive de ces mêmes militants. Elles sont également toutes deux en rapport avec une conception idéaliste du rapport avant-garde/masse.

III. Du point de vue du capitalisme en général, le mouvement ouvrier spontané est contradictoire : il tend à la réforme du capitalisme, à améliorer la situation de la classe ouvrière dans le cadre des rapports capitalistes dominants, c'est l'aspect principal. Mais en même temps, il manifeste les embryons de la conscience que l'amélioration de sa situation exige le renversement de ces rapports, et une tendance pratique à les renverser. Ces deux aspects contradictoires ne constituent pas une contradiction de type objectif-subjectif comme le croient les économistes et les subjectivistes. La contradiction dans la subjectivité du mouvement ouvrier est le reflet d'une contradiction objective.

Du point de vue économique, en tant que vendeur de sa force de travail, l'ouvrier tend à améliorer à son profit les conditions de cette vente, dans le cadre de la lutte des ouvriers contre les capitalistes et de la concurrence des ouvriers entre eux. C'est la base économique du réformisme dans le mouvement ouvrier.

La classe ouvrière est située dans un rapport social d'exploitation capitaliste ( rapport entre les hommes ) par l'intermédiaire exclusif du rapport privé d'échange marchand dans le procès productif ( rapport entre choses ). C'est le reflet de cette forme marchande dominante dans la situation objective de la classe ouvrière qui est à la base de la domination spontanée du réformisme dans sa conscience.

Mais l'ouvrier, en vendant sa force de travail soumet toute son existence à la domination et aux exigences du capital. Pas plus le produit de son travail que l'activité ( manuelle ou intellectuelle ) qu'il déploie ne lui appartiennent. Ils sont le bien et la force du capital. En produisant des marchandises, l'ouvrier se reproduit en tant que marchandise.

Mais la force de travail, comme toute marchandise, n'est pas seulement une valeur d'échange, c'est aussi une **valeur d'usage** : c'est-à-dire la force vitale, physique et intellectuelle du prolétaire. Contraint d'aliéner sa force de travail, l'ouvrier aliène ainsi toute maîtrise sur sa vie elle-même. Les impératifs de la concurrence et de l'accumulation capitaliste, en bouleversant sans cesse les modes de travail comme tous les aspects de la vie sociale de l'ouvrier, rendent plus évidente cette réalité ( équipes, aménagement du temps de travail... ).

L'appropriation de la plus-value par le capitaliste n'est pas seulement appropriation de valeur créée par la classe ouvrière, mais en même temps appropriation de sa force vitale, physique et intellectuelle, individuelle et collective. Force vitale qui, dans l'accumulation capitaliste, se concentre entre les mains de la classe capitaliste dans un processus renouvelé et ascendant d'exploitation, de despotisme d'usine, d'oppression sociale et politique. L'opposition de l'ouvrier à la classe capitaliste manifeste donc également la tendance à se réapproprier sa force vitale et à renverser le rapport capitaliste fondamental. Renversement que le caractère socialisé de la production capitaliste rend nécessairement collectif. Ainsi, cette opposition contient la nécessité de la conquête de la maîtrise collective d'un nouveau " mode de production de la vie sociale ".

C'est la base économique du caractère révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Tendances réformistes et tendances révolutionnaires coexistent dans un même phénomène, la lutte ouvrière, indépendamment de la conscience qu'en ont les ouvriers et de l'intervention consciente des communistes. Elles surgissent simultanément du rapport capitaliste et ne sont séparées ni dans le temps, ni dans l'espace, indépendamment de leurs combinaisons particulières dans chaque conjoncture. Mais les tendances révolutionnaires, en tant que spontanées, restent indécises et fragiles. Malgré l'empreinte bourgeoise qu'elles portent inévitablement, les communistes doivent les distinguer nettement des tendances bourgeoises. C'est la tâche des communistes de consolider en conscience, organisation et activité communiste ces tendances spontanées pour empêcher qu'elles soient dévoyées au profit de revendications corporatistes et sur le terrain de la collaboration de classes.

C'est parce qu'existent objectivement dans le mouvement ouvrier la tendance à l'assujettissement aux rapports capitalistes et la tendance au renversement de ces rapports que l'émergence en son sein de courants, partis, théories, réformistes et révolutionnaires est inéluctable. Et que l'existence des uns et des autres ne saurait s'expliquer par le seul mouvement des idées coupées de leurs bases matérielles. Le réformisme est " la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier " et s'il " représente " la classe ouvrière c'est seulement dans le sens où il s'appuie sur la tendance dominante de la lutte ouvrière à se situer dans le cadre du capitalisme pour détourner et étouffer

la tendance de la lutte ouvrière à déborder sans cesse ce cadre.

Le réformisme n'est pas en unité absolue avec le mouvement spontané de la classe ouvrière. On ne peut même pas dire qu'il représente les intérêts immédiats du prolétariat alors que les révolutionnaires représenteraient ses intérêts historiques. Le réformisme organisé ne représente dans la lutte immédiate de la classe ouvrière que la tendance à soumettre cette lutte à l'intérêt du capital au nom du "réalisme", et donc en fin de compte tronque, édulcore ou trahit les revendications immédiates des prolétaires. Les révolutionnaires ne représentent pas seulement les intérêts historiques du prolétariat, mais aussi ses intérêts immédiats, parce que dans la lutte revendicative et les combats partiels, ils ne limitent pas le mouvement à ce que l'intérêt du capital permet de concéder et ne reconnaissent de limite que dans un rapport de forces temporairement défavorable; ce rapport de forces déterminé par le niveau de mobilisation, d'organisation et de conscience des masses.

Les révolutionnaires s'appuient dans le mouvement ouvrier spontané non seulement sur des **embryons de conscience révolutionnaire**, mais aussi sur des **embryons de pratiques révolutionnaires**. Mais, dans leurs développements, pratiques et conscience ne suivent pas des processus graduels et linéaires, bien que le travail des communistes consiste toujours à réduire l'écart de leurs développements respectifs. Les progrès significatifs s'opèrent par bonds, par brusques accélérations à l'occasion des crises politiques et sociales qui secouent le capitalisme, et dans une moindre ampleur dans chaque lutte partielle de la classe ouvrière. C'est à ces moments-là que les communistes récoltent les fruits de leur patient travail antérieur. C'est à ces occasions que se vérifie de façon significative la justesse de celui-ci ainsi que notre capacité d'initiative et de direction de la classe ouvrière.

De même la destruction des rapports de production capitalistes et l'émergence de rapports sociaux communistes sont des processus simultanés, par accumulation et par bonds, dont le plus immédiatement décisif sera la destruction du pouvoir bourgeois et la prise du pouvoir politique par le prolétariat.

IV. Les contradictions du mouvement ouvrier spontané doivent être vues dans leur mouvement historique et non seulement du point de vue du capitalisme en général ou abstrait. Le développement du capitalisme n'est pas un simple recommencement d'un processus identique. Il est élargissement et approfondissement de ce processus. De la domination formelle du capitaliste individuel sur l'ouvrier de métier, il passe à la domination réelle d'un capitalisme collectif sur une classe d'ouvriers parcellaires soumis à un procès social de production qui tend à leur échapper totalement. De même ce procès de production toujours plus large et plus collectif conditionne et ne peut se réaliser qu'en transformant les rapports sociaux, en se soumettant et en socialisant la sphère de la reproduction de la force de travail. Socialisation qui doit être elle-même révolutionnée puisque son caractère capitaliste renforce la division sociale du travail et dépossède les ouvriers de toute maîtrise sur leurs conditions de vie... Ensuite le développement de l'accumulation capitaliste impose l'envahissement de nombreux domaines jadis délaissés ou occupés par l'artisanat, ou en dehors du circuit de la production marchande, ce qui correspond à un approfondissement de la domination réelle.

Enfin, une vue des contradictions du mouvement ouvrier dans leur mouvement ne saurait se limiter à la seule détermination économique. Non seulement il faut y introduire l'ensemble des déterminations sociales mais également prendre en compte le fait que, tendances réformistes et embryons de conscience révolutionnaire s'alimentent de la mémoire du combat ouvrier, des échecs et des succès, de la lutte idéologique qui se livre autour des interprétations des échecs et des succès. En conséquence, la connaissance des tendances contradictoires du mouvement ouvrier spontané n'est pas déterminée une fois pour toutes. Elle est en rapport avec un stade déterminé du développement de la société capitaliste et de la lutte des classes. Notre capacité

à cerner ces tendances contradictoires dépend aussi des enseignements que nous dégageons de l'expérience accumulée dans cette lutte ( expérience directe et indirecte du mouvement ouvrier ).

V. Avec le passage, au début du XXème siècle, du capitalisme de libre concurrence à l'impérialisme, les bases objectives et les données subjectives du réformisme et du communisme dans le mouvement ouvrier se modifient substantiellement :

- premièrement, le développement de la division sociale du travail, c'est-à-dire la concentration du pouvoir, du savoir et des moyens financiers en face d'une classe plus concentrée de prolétaires plus dépouillés individuellement de leur force vitale, physique et intellectuelle; la constitution de monopoles industriels et financiers, et leurs interpénétration progressive avec un appareil d'Etat de plus en plus bureaucratique; tout cela détermine une évolution des contradictions du mouvement ouvrier. Les tendances spontanées à rester sur le terrain de la lutte ouvrier-patrons et des rapports de concurrence des ouvriers entre eux, dans la forme spécifique de la défense du métier, du syndicat de métier s'estompent. Le réformisme devient plus global, plus revendicatif d'une " gestion ouvrière " de l'Etat : dans sa forme organisée il prend, pour longtemps, l'orientation du " parti du gouvernement ", de gestion rationnelle et bureaucratique du capitalisme. Les tendances révolutionnaires du mouvement ouvrier évoluent dans les mêmes proportions. La base économique de la lutte révolutionnaire, des sectes ouvrières, du socialisme utopique petit-bourgeois, d'un mouvement de remise en cause des rapports d'exploitation capitalistes marqué par l'idéologie du petit producteur prolétarisé ou de l'ouvrier de métier, tend à disparaître. Le mouvement ouvrier comme mouvement de classe, la socialisation poussée des forces productives, l'impossible recomposition de la force physique et intellectuelle du prolétaire individuel et donc sa nécessaire recomposition collective, contiennent les fondements d'une poussée objective à l'émergence du Parti révolutionnaire, bases du travail des communistes.

- deuxièmement, l'impérialisme n'est pas seulement le monopole industriel et financier, il est dans le même temps monopole territorial, expansion géographique et partage du monde entre les grandes puissances. La généralisation de l'échange marchand et l'exportation de capitaux ont ruiné les économies traditionnelles des pays dominés. Elles ont accéléré la prolétarianisation des peuples du monde entier. Cette caractéristique du stade impérialiste a pour conséquence sur le mouvement ouvrier, de donner au réformisme la dimension du chauvinisme impérialiste dans les métropoles et celle du nationalisme bourgeois dans les pays dominés. La base économique de ces phénomènes est : la concentration dans les métropoles des capitaux hautement productifs, l'élargissement au monde entier de la concurrence des ouvriers entre eux, le développement accéléré des moyens d'échange, de transport et de communication.

Une des formes de cette concurrence est l'importation massive des paysans des pays dominés vers les villes et les pays dominants, et d'une manière générale les migrations des prolétaires de toutes nationalités en fonction des migrations de capitaux. Un tel phénomène ne crée pas seulement les bases d'un réformisme chauvin et nationaliste, il réduit l'écart entre l'analyse théorique déjà ancienne de la nécessité de l'internationalisme prolétarien, et sa pratique sur une base matérielle élargie. C'est-à-dire que se matérialise de plus en plus la tendance fondamentale de la révolution prolétarienne à agir comme révolution internationale, à dépasser immédiatement le cadre national étroit. La lutte contre l'impérialisme qui a pris la forme quasi universelle d'une lutte contre l'oppression nationale tend à se transformer en une lutte prolétarienne. L'impérialisme a développé, dans les pays dominés, le capitalisme à des degrés différents et accéléré la prolétarianisation. Ceci est une base réelle qui clarifie les alliances de classes, qui permet d'entrevoir concrètement à travers l'organisation prolétarienne dans ces pays et les combats de classes quotidiens la lutte pour le communisme. Le cheminement des luttes

de libération nationale comme le Vietnam, l'Algérie ou les conflits actuels sur la scène internationale rappellent qu'il n'y a pas d'issue nationale bourgeoise à l'oppression impérialiste. Que les prolétaires des pays dominés n'ont aucun avenir à ramasser le drapeau des bourgeoisies locales. La lutte contre le nationalisme dans les rangs de la classe ouvrière est une lutte internationaliste. La situation internationale nous y aide et l'exige.

- troisièmement, l'impérialisme a transformé la base sociale du réformisme dans le mouvement ouvrier. Le monopole impérialiste, l'appareil d'Etat bureaucratique, l'interpénétration des deux, sont à la base de l'existence d'une aristocratie ouvrière et d'une bureaucratie ouvrière, base sociale relativement stable du réformisme. Le surprofit de monopole (de branche et géographique) crée la **possibilité** pour le capital d'élever au-dessus de la masse ouvrière une couche privilégiée dans son salaire et ses conditions de travail. La complexité technique et bureaucratique du monopole crée la **nécessité** pour le capital d'entretenir cette couche dans les secteurs-clés ou les postes-clés de la machinerie monopoliste. En même temps l'appareil d'Etat bureaucratique et omnipotent institutionnalise les privilèges de la couche de "représentants ouvriers" réformistes, génère et entretient cette bureaucratie ouvrière comme partie constitutive de l'état impérialiste. Avec la tendance à l'interpénétration des monopoles et de l'Etat, l'aristocratie ouvrière constitue le vivier où croissent et se multiplient les bureaucrates. Les monopoles eux-mêmes, en tant qu'appareils bureaucratiques, secrètent aussi leur propre bureaucratie ouvrière d'encadrement social (C.E.) tandis que l'Etat entretient lui-même une aristocratie ouvrière dans les secteurs qu'il contrôle.

La principale conséquence sur le réformisme est que les partis réformistes ne constituent pas seulement des partis de réformes sociales utopiques tendant à répartir "les fruits du travail" ou à limiter la concurrence des ouvriers entre eux. Ils sont devenus depuis longtemps des partis impérialistes, défenseurs de l'ordre social, qui élève leur base sociale au-dessus de la masse; de l'ordre mondial qui élève leur "patrie" au-dessus des pays dominés et concurrents impérialistes. La principale conséquence pour les révolutionnaires est que la lutte contre le réformisme organisé est immédiatement lutte contre la bourgeoisie - et réciproquement - car le réformisme n'a pas de politique indépendante de l'impérialisme. Ce constat n'exclut nullement les contradictions entre les partis réformistes et les partis bourgeois traditionnels, et ne doit pas conduire à une assimilation simpliste des deux. Mais il situe le terrain sur lequel ces contradictions se développent, celui d'un même camp ennemi qui se divise : pour investir et utiliser à son profit l'immense "fromage" que constitue l'appareil d'Etat, pour ménager ou non la base sociale des partis, pour ménager ou non la bureaucratie ouvrière dans son rôle d'intermédiaire et de "représentant" des masses, etc...etc... Ce sont ces conditions objectives, et encore plus la position subjective des masses à leur égard, qui fondent la tactique différenciée que les révolutionnaires adoptent à l'égard des partis bourgeois dans le mouvement ouvrier.

VI. La crise de 1973-74 a agi et continue d'agir comme un révélateur et un ferment dans le mouvement ouvrier. Une période s'est ouverte, dont il faut saisir les caractéristiques contradictoires : flux et reflux. Le reflux reste encore aujourd'hui l'aspect dominant : reflux du mouvement spontané (mais aussi reflux de ses illusions) et reflux du mouvement ouvrier organisé (mais aussi reflux de ses tares).

Flux et reflux sont à comprendre comme concernant la lutte des classes à la fois dans son aspect spontané et son caractère conscient et organisé.

Reflux du mouvement spontané et reflux du mouvement ouvrier organisé doivent être distingués. Mais ils sont unis dialectiquement. Le reflux du mouvement spontané a accéléré le reflux du mouvement organisé et a provoqué la débâcle des "compagnons de route" intellectuels. En retour, le reflux du mouvement ouvrier organisé, notamment du mouvement révolutionnaire, a, à son tour, contribué à désorienter

les luttes. Mais les ouvriers ayant le dos au mur, leur reflux reste toujours relatif et la lutte une nécessité objective.

Les flux et reflux actuels ont une détermination objective commune : la crise du capitalisme.

Le reflux, à partir de 1974, est dû aux causes objectives et subjectives suivantes :

- une période de crise faisant suite à une période de relative prospérité de l'impérialisme a pour **première conséquence** d'accroître la concurrence des prolétaires entre eux, actifs et chômeurs, français et immigrés, hommes et femmes, ouvriers des secteurs de pointe et ouvriers des secteurs en crise aiguë, etc... s'accroît simultanément la tendance au repli, à l'individualisme, et non la tendance à la lutte collective. Celle-ci ne revient en force, et à un stade supérieur d'affrontement, que lorsque s'épuisent les illusions individuelles.
- la perte de crédibilité des partis réformistes et des syndicats qui leur sont liés. Tant au niveau de leurs objectifs de juste répartition fondés sur une période de développement euphorique du capital, qu'au niveau de leurs méthodes de luttes bureaucratiques et parlementaires, rendues totalement inefficaces par la crise. Perte de crédibilité entamée au moins à partir de 1974 et que l'on ne doit pas confondre avec la fin des illusions réformistes en général, comme en témoigne le fait que cette évolution se soit opérée sur fond de reflux du mouvement ouvrier spontané.
- la faillite des oppositions révolutionnaires au courant réformiste, leur radicalité formelle se désagrégeant au contact de la crise pour révéler dans toute son ampleur l'insuffisance de rupture théorique et politique de ces oppositions avec les courants réformistes issus de la 3ème Internationale.
- la perception par les masses de l'absence d'alternative véritable des systèmes capitalistes d'Etat constitués autour de l'URSS. Et le rôle de repoussoir plutôt que d'aimant que ce " socialisme " joue à partir des années 60.
- enfin divers facteurs amplificateurs du reflux ont existé, tels : la composition largement petite-bourgeoise des organisations révolutionnaires, l'évolution des mouvements nationaux des pays opprimés vers des Etats bourgeois bureaucratiques ( Vietnam, Algérie ), la défaite des maoïstes en Chine, etc...

Les conséquences de la crise et du reflux sur les composantes du mouvement ouvrier sont ( entre autres ) :

- crise du réformisme de la " juste répartition " et du " socialisme " bureaucratique. Déclin du PCF, de la CGT et en général désaffection des masses pour les organisations. Les réformistes tirent de plus en plus leur légitimité de leur reconnaissance et intégration par l'appareil d'Etat, plutôt que de l'adhésion des masses. Diverses tentatives de constitution de courants néo-réformistes, soit à partir du " partiel " ( écologie - pacifisme ), soit à partir de l'opposition du " qualitatif " au " quantitatif ", c'est-à-dire d'une tentative de supplanter un réformisme d'avant-crise par un réformisme de crise; utopie " réaliste " portée par la CFDT depuis des années.
- crise des organisations révolutionnaires, notamment " marxistes-léninistes ", dans laquelle il faut distinguer deux éléments : d'une part un certain nombre de leurs références théoriques " économistes " et mécanistes révèlent leur faillite; d'autre part ce qui reste juste dans leurs références théoriques et politiques ne peut être reconnu comme tel sans être à nouveau vérifié par l'analyse concrète des développements les plus récents de l'impérialisme et de sa crise, et sans prouver sa justesse dans la direction d'une pratique révolutionnaire renouvelée. La confusion entre ces deux éléments de crise produit un courant liquidateur de " repentis du gauchisme ".



- les crises sont aussi des facteurs de renouveau. Pertes des illusions à une échelle de masse, rejet des tares les plus voyantes des organisations d'une époque révolue, des exigences nouvelles touchant à l'alternative révolutionnaire rendent impossible toute construction selon les modèles anciens. Exigences d'une liaison de la lutte politique et de son contenu social, refus de la délégation de pouvoir absolu, refus du rôle de supporteurs et exigence de celui d'acteurs, exigence de l'organisation qui ne reproduise pas purement et simplement en son sein les rapports dominants de la société bourgeoise, etc... Exigences et refus qui se concentrent le plus clairement dans les avant-gardes mais qui n'en ont pas moins aujourd'hui un écho à l'échelle de masse. C'est une des tâches de l'organisation de les synthétiser et de les faire vivre.

VII. Parce que l'impérialisme s'est développé, parce qu'il est en crise, parce que des événements politiques français et internationaux sont survenus, l'expression actuelle des tendances réformistes et des embryons de conscience et de pratiques révolutionnaires est différente de celle de l'époque de l'impérialisme naissant. On peut observer les phénomènes caractéristiques suivants :

\* La crise, comme toute crise du capitalisme, crée une concurrence accrue des prolétaires entre eux pour la vente de la force de travail. Et ceci au niveau international. Mais ce n'est là qu'un aspect des choses. Ce qui caractérise la crise actuelle, c'est que outre les restructurations, la destruction de capital ( capital fixe ou variable ), se poursuit une course vertigineuse à la productivité. Celle-ci exclut du travail salarié une masse croissante de travailleurs et bouleverse les conditions d'exploitation.

Les secteurs les plus dynamiques de l'impérialisme sont ceux où cette tendance est la plus manifeste. Aussi le haut niveau de chômage et la précarisation étendue du travail apparaissent-ils comme des données durables de la condition ouvrière.

\* Cette tendance accentuera le phénomène de division de la société entre ceux " d'en haut ", qui auront un travail responsable, actif, intéressant, bien payé, et ceux " d'en bas ", voués à des tâches de simple surveillance ou d'exécution. Ainsi les bouleversements de la condition ouvrière sont nombreux et rapides. L'évolution de l'organisation du travail, l'automatisation entraînent une uniformisation croissante des conditions d'emploi de la force de travail ouvrière : moins de manoeuvres, mais une masse d'OP vidés de toute qualification du travail réelle. Les exigences d'une utilisation " économique " du capital fixe ont été pendant ces 20 dernières années un facteur d'extension du travail posté. Elles sont maintenant la cause de l'aménagement du travail sur toute la semaine, de l'extension du travail à temps partiel et précaire. La menace du chômage devient générale.

Seule une minorité d'ouvriers professionnels verra son rôle technique et social se développer à l'occasion de l'apparition des nouvelles techniques et du redéploiement industriel. Par ailleurs ceux-ci pourront renforcer avec les bureaucrates ouvriers l'idéologie de collaboration de classe au sein des organismes de " participation " divers et autres cercles de qualité, mis en place par la bourgeoisie et son gouvernement de gauche ( Lois Auroux ).

\* Cette détérioration des conditions de travail touche non seulement les usines, mais aussi les secteurs du commerce, des services ( banques... ) et de l'administration des entreprises et de l'Etat.

Ainsi ce gigantesque remodelage de la classe ouvrière, et plus généralement des diverses couches de travailleurs exploités, fait apparaître **des formes nouvelles de division** dans le prolétariat comme traditionnellement en fait apparaître une période de crise et de concurrence accrue entre les prolétaires, fixes et précaires, français et immigrés, jeunes et vieux, hommes et femmes, etc... En même temps, l'approfondis-

sement de la prolétarianisation des couches intermédiaires fait naître **des potentialités d'unité révolutionnaire** à un degré jamais atteint par le mode de production capitaliste jusqu'à ce jour :

- unité dans la précarité générale du travail ouvrier et remodelage d'une lutte ouvrière nécessairement encore moins liée au corporatisme, à la défense d'une entreprise ou d'un pays pris à part. Une classe de prolétaires de plus en plus indifférenciés et dépouillés se constitue en face d'une classe capitaliste de plus en plus indifférenciée et fonctionnarisée.
- unité parce que nous vivons l'époque de la domination du capital sur tous les domaines de la vie sociale, de la socialisation de la production et de la reproduction. Face au travail bien sûr, mais aussi face au logement, à l'école, à la santé, aux loisirs, la masse des exploités se retrouve dans la même situation, avec les mêmes problèmes. La tendance à la domination du capital sur tous les domaines de la vie sociale ouvre un processus de contrôle de la vie des prolétaires par l'Etat, la tendance au "totalitarisme" impérialiste. Mais c'est aussi l'époque d'une remise en cause totale de la domination bourgeoise par la diffusion de la crise du système dans une multitude de domaines. Que cette crise se manifeste initialement et provisoirement de façon éclatée, différenciée, et qu'objectivement les lieux de crise aient une importance hiérarchisée, ne peut faire oublier que chaque combat partiel se retrouve de façon de plus en plus rapide face à un enjeu politique global, et que les aspirations révolutionnaires embryonnaires qui se manifestent en un lieu sont riches de beaucoup d'autres. C'est sur cette base que naît un néo-réformisme "alternatif" ou "auto-gestionnaire", moins corporatiste que localiste, moins préoccupé de gestion bureaucratique globale que de prétendues réformes à la base. Il s'agit à la fois d'une réponse dévoyée aux réductions économistes de l'époque antérieure du mouvement ouvrier, et de la perte de vue de la totalité de la domination bourgeoise au nom de la dispersion des organes de pouvoir.
- unité révolutionnaire parce que cette situation rend possible que se développe un mouvement plus ample qu'il n'a jamais été, débarrassé des conceptions étriquées, étroites. Plus ample parce que la crise est mondiale et que le mode de production capitaliste a largement lui-même brisé les frontières. Parce que dans la masse immense des exploités, des sans-emploi, des désœuvrés, des laissés pour compte, se renforce petit à petit la conscience des immenses potentialités du système productif moderne. Parce que la domination du capital a investi tous les aspects de la vie sociale, les aspirations et les révoltes embryonnaires et spontanées portent sur tous les aspects de la production et de la reproduction de la vie sociale. La révolte des masses exploitées se renforce; elle est un facteur d'instabilité politique et sociale auquel sont confrontés tous les états bourgeois. Mais cette révolte ne peut s'émanciper par elle-même de la domination des illusions réformistes et bourgeoises (nationalisme et chauvinisme...), même si elle est une des causes de la désagrégation des organisations réformistes. La transformation de ces potentialités révolutionnaires accumulées par la crise en une véritable lutte révolutionnaire exige l'élévation en conscience et en organisation de cette révolte.

**VIII.** Le passage au pouvoir des partis réformistes PS et PCF ajoute à la maturation des conditions économiques et sociales, la maturation des conditions politiques d'une renaissance d'un mouvement prolétarien et d'un mouvement communiste. Le renversement de la gestion bourgeoise du capitalisme par la mise en place de la gestion du parti ouvrier bourgeois et de la bureaucratie ouvrière, pourtant longtemps revendiquée est en train de faire la preuve de son impuissance à modifier un tant soit peu favorablement la condition des prolétaires. Si l'on ajoute à cette expérience celle de l'évolution de l'URSS, on peut comprendre l'importante mutation qui s'opère lentement parmi les prolétaires et qui prend la forme d'une crise de confiance dans les "partis", dans la politique d'appareil ou parlementaire, ou plus largement d'une crise de toutes formes de représentation ouvrière. La situation mûrit pour que l'illusion

---

d'un changement formel du rapport capitaliste par le passage du pouvoir d'un parti, au pouvoir d'un autre parti, tende à décliner. La situation mûrit donc pour que les masses se retrouvent matériellement et intellectuellement devant la possibilité de leur propre initiative; c'est-à-dire devant le nécessaire renversement politique du rapport capitaliste, base pour réaliser à l'échelle de la société entière le renversement économique et social de ce rapport.

Dans cette perspective, l'édification du parti est une condition indispensable à la recomposition de l'activité politique et consciente des masses dans un sens révolutionnaire.

THESE N°3

---

*Pour une réorientation  
stratégique*

---

## **sommaire**

### **I LES STRATEGIES ERRONEES**

- I.1. La stratégie issue de l'Internationale Communiste
- I.2. Les stratégies de l'extrême-gauche
- I.3. Les réactions liquidatrices et réformistes

### **II LA DOUBLE DETERMINATION DE LA STRATEGIE**

- II.1 La stratégie est déterminée par la conception du but et par l'analyse de la situation concrète
- II.2. Le programme général guide la stratégie
- II.3. L'analyse d'aujourd'hui pour construire programme concret et stratégie

### **III ANALYSE ET CONSEQUENCES SUR NOS TACHES**

Une réorientation stratégique limite son ambition à donner à notre organisation des axes communs pour mener à bien l'expérience nécessaire à la définition ultérieure d'une stratégie véritable - voies et moyens de la prise du pouvoir par le prolétariat. En menant à bien cette

expérience de façon unitaire et centralisée, nous utiliserons la seule méthode permettant d'éviter que l'activité communiste ne se perde dans le brouillard de l'empirisme et les leçons de cette activité dans les méandres des particularismes réels ou supposés de chaque situation militante limitée.

## I LES STRATEGIES ERRONEES

### I.1. La stratégie issue de la 3ème Internationale Communiste

Ce qui nous a servi jusqu'à une date récente de référence en matière de stratégie, et ce avec quoi il faut rompre, est ce qu'il est convenu d'appeler la conception de la stratégie issue de la IIIème Internationale Communiste (I.C.). On peut résumer cette stratégie de la façon suivante et sous différents angles :

- la conquête de la confiance des masses par une avant-garde dépositaire unique du savoir " prolétarien ".
- la lutte des masses a pour but suprême de pousser cette avant-garde au pouvoir comme représentante de ses intérêts.
- la prise du pouvoir par le prolétariat est identifiée à la prise du pouvoir par le Parti.
- la prise du pouvoir par le prolétariat peut dès lors être réduite à l'acte final insurrectionnel ou électoral qui met des " représentants du peuple " pour gouverner à la place d'autres représentants bourgeois.

- devient du même coup inutile l'accumulation de forces prolétariennes en conscience, activité et organisation. C'est-à-dire la construction d'un système de pouvoir prolétarien, articulant organisations de masse et d'avant-garde, et opérant un renversement réel du système de pouvoir bourgeois.
- sur le plan tactique une telle stratégie commande une activité d'exaltation économiste et spontanéiste des revendications immédiates qu'en fin de compte les masses ne peuvent obtenir qu'en poussant le Parti au pouvoir.

Ces conceptions stratégiques sont étroitement liées : à une critique formelle du capitalisme comme système anarchique et irrationnel que l'on réformera par la planification organisée par les experts du Parti; à une conception de la transition au communisme comme produit inévitable du développement des forces productives neutres; à une conception des rapports sociaux de production comme des rapports juridiques que l'on transformera par décret administratif; à une conception de la lutte des classes sous la dictature

du prolétariat comme lutte de l'Etat pour son propre renforcement; à une conception totalitaire du monde où la théorie communiste et la réalité vivante seraient en unité absolue.

Une telle stratégie est donc une préparation cohérente à une prise de pouvoir purement formelle où une bourgeoisie bureaucratique en formation chasse du sommet une bourgeoisie acculée à la faillite.

Mais il s'agit ci-dessus d'un résumé et de conséquences théoriques des conceptions finalement dominantes dans la IIIème I.C. Sur le plan concret, l'influence ou la mise en oeuvre systématique de telles conceptions ont rendu des résultats divers, dont les plus extrêmes sont: la subordination des intérêts de la révolution mondiale à ceux de l'URSS, le développement du capitalisme d'Etat dans les pays " socialistes ", la dégénérescence réformiste des P.C. dans les pays capitalistes.

## 1.2. Les stratégies de l'extrême-gauche

Ces conceptions de la stratégie ont exercé une large influence sur les organisations révolutionnaires en France après 68. A des degrés divers et sous des formes multiples que l'on peut résumer en quelques points ( sans tenir compte de leurs multiples combinaisons spécifiques ) :

- les formes les plus proches du révisionnisme du PCF : conquête légaliste, pacifiste de la majorité du " peuple " pour pousser le " vrai parti " au pouvoir lors d'un hypothétique " grand soir " futur; la démarcation avec le PCF se faisait essentiellement sur le caractère violent de ce grand soir et sur une surenchère syndicaliste susceptible de faire reconnaître par les masses leurs nouveaux représentants. Toutes les données de la stratégie issue de la IIIème I.C. sont ici reproduites : le mouvement de la connaissance et de direction va exclusivement du haut vers le bas, le parti reproduit le centralisme bureau-

cratique dans ses rapports internes et dans ses rapports avec les organisations de masses ( soumission absolue ), ce qui est typique de la reproduction des rapports bourgeois au sein du mouvement ouvrier.

- les formes les plus proches de l'anarcho-syndicalisme traditionnel, spontanéistes et activistes. Que le spontanéisme s'exprime sur une base économiste étroite ou qu'il s'exprime sur un terrain plus social, le débouché stratégique a été formulé en terme de " fusion des luttes " ou " coordination des luttes ", dans le sens d'une rencontre de leurs spontanéités. Une telle stratégie protège la domination du réformisme dans la mesure où la " fusion " n'est pas conçue et pratiquée comme une étape supérieure dans le contenu même de la lutte, nécessitant un long travail communiste à l'intérieur des mouvements. Ces groupes ont en apparence un rapport aux masses plus correct que les avant-gardes autoproclamées des stratégies proches du révisionnisme. Cependant leur spontanéisme, en laissant les questions politiques de fond à l'organisation ( et en fait à son centre dirigeant ) les amène à se comporter en avant-garde occulte, tout à fait manipulatrice des masses, dans leur stratégie de conquête du pouvoir et de construction du socialisme.

Le point commun des stratégies des années 70, héritières plus ou moins fidèles de leurs références historiques, c'est de concevoir ce processus de prise du pouvoir dans un cadre purement national comme hypothèse dominante sinon unique (1).

## 1.3. Les réactions liquidatrices et réformistes

La crise des principales organisations portant ces conceptions stratégiques a produit un contre-courant important dont la caractéristique principale a

(1) Cette remarque ne tient pas compte du courant trotskyste pour lequel l'analyse reste à faire.

été de s'engouffrer dans les brèches théoriques et pratiques désormais visibles dans les fondements des organisations révolutionnaires et de "résoudre" les problèmes réels posés par l'expérience dans un sens liquidateur et néo-réformiste. On peut résumer grossièrement la solution liquidatrice et néo-réformiste de la façon suivante :

- sous le prétexte que la prise révolutionnaire du pouvoir d'Etat ne règle nullement la question de l'exercice réel du pouvoir par le prolétariat et que l'Etat de dictature du prolétariat peut se développer comme corps séparé des masses et se transformer en instrument d'une nouvelle bourgeoisie, il leur est opposé la prise graduelle du pouvoir à la base, dans des "lieux" bornés autogérés ou alternatifs. Ce qui aboutit finalement face au pouvoir concentré chargé de maintenir les rapports capitalistes, à la marginalisation, ou l'engerclement-destruction, ou encore l'évolution capitaliste selon le degré d'antagonisme de ces mouvements.
- sous le prétexte de prendre en compte le contenu social de la révolution et l'élargissement considérable de la domination des rapports sociaux capitalistes à toutes les sphères de la vie sociale, contre les réductions économistes, l'ensemble des rapports sociaux sont "mis à plat" sans hiérarchie ni détermination des rap-

ports de production. Sont ainsi mises à égalité l'ensemble des classes "salarisées", l'ensemble des secteurs de lutte : le repli de la petite bourgeoisie moderne sur ses propres aspirations et intérêts de classe est ici la base de classe évidente de cette "théorie".

- sous le prétexte de l'avant-gardisme ou du spontanéisme organisationnel, produisant tous deux une organisation d'avant-garde à l'image fidèle des rapports bourgeois dans la société, est niée la nécessité transitoire du parti communiste comme avant-garde consciente d'être, à la fois, le reflet partiel des contradictions de la société et l'instrument nécessaire de leur solution. Ce qui en pratique revient à refuser de vivre consciemment les contradictions dans l'organisation pour s'y soumettre totalement dans la société.
- sous le prétexte d'une lutte contre l'idéalisation du flux des années 67-75 dans une vision unilatérale de la spontanéité révolutionnaire du prolétariat est théorisé le caractère irrémédiablement réformiste du mouvement spontané. Ce qui conduit à faire du réformisme "réaliste" le point de passage obligé vers les lendemains révolutionnaires, et à camoufler la trahison de larges secteurs de l'intelligentsia d'extrême-gauche derrière une prétendue responsabilité du prolétariat lui-même.

## II LA DOUBLE DETERMINATION DE LA STRATEGIE

### II.1 Détermination par la conception du but et par l'analyse de la situation concrète

La détermination d'une orientation stratégique est toujours le produit, premièrement d'une conception des

tâches fondamentales de la transition au communisme, deuxièmement d'une analyse contemporaine des contradictions de classes et du niveau de développement économique et social du pays et du système impérialiste dans son ensemble. C'est-à-dire : par quel chemin le com-



munisme se construit à partir d'une situation déterminée et dans la première étape d'une révolution ininterrompue, l'étape du renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie. En d'autres termes, une stratégie révolutionnaire est une activité conforme au but.

Ce qui de ce point de vue permet de parler de réorientation ou de redéfinition stratégique aujourd'hui, c'est :

- l'expérience des révolutions, succès et échecs, en particulier en URSS et en Chine, a amené à une critique des conceptions théoriques et politiques des tâches de la transition au communisme et par voie de conséquence à une critique des stratégies guidées par ces conceptions
- les développements les plus récents nationaux et internationaux de l'impérialisme ont été peu ou pas analysés ou encore analysés à l'aide de références théoriques erronées, ces dernières années dans le mouvement révolutionnaire.

La double détermination d'une stratégie révolutionnaire et la reconnaissance, par là-même, d'une première étape de la transition au communisme, impliquent que l'activité des communistes s'organise autour de deux programmes : **le programme général de transition du capitalisme au communisme** et **le programme concret de l'étape stratégique** de la prise du pouvoir. Le programme général est la synthèse des tâches de la transition au communisme indépendamment des étapes, des rythmes, des compromis et des alliances; le programme concret est constitué par l'ensemble des objectifs et des mesures de la première étape, en tenant compte du niveau de développement économique et social, de la lutte et des alliances de classes.

## II.2. Le programme général guide la stratégie

La redéfinition des tâches de la transition n'est pas une oeuvre théorique valable seulement "plus tard", après la prise du pouvoir. De même qu'il y a une unité entre la

stratégie issue de la IIIème Internationale et la conception de la transition de la même époque, la redéfinition du Programme général de la transition et des moyens de le mettre en oeuvre implique une modification du contenu et des formes de lutte pour le pouvoir.

Seuls l'opportunisme et le réformisme peuvent décréter que "le but final n'est rien, le mouvement est tout".

Pour les communistes, la lutte actuelle **est dirigée** par leur compréhension approfondie des tâches de la transition parce que celles-ci sont, quant au fond, une **critique radicale du capitalisme**, un tableau de ce qu'il y a de plus fondamental à renverser dans la société actuelle, et non pas une impossible description du communisme.

La portée stratégique du Programme Général de la transition au communisme peut être résumée ainsi :

- en rendant à la lutte des classes le rôle décisif et à la ligne idéologique et politique le rôle dirigeant dans la transition au communisme, en comprenant que dans ce processus, les lois, les décrets et les actes administratifs ne jouent qu'un rôle d'accélérateur ou de frein, on pose forcément de manière différente la question actuelle des conditions de préparation à la prise du pouvoir. Le degré le plus élevé possible de conscience, d'activité et d'organisation des prolétaires devient la condition sine qua non de l'établissement d'un pouvoir prolétarien réel et de sa consolidation ultérieure. La rupture avec la conception administrative de la transition amène à la rupture avec la conception bourgeoise de la politique. D'où une stratégie de construction d'un système de pouvoir prolétarien qui articule nécessairement organisations de masses et d'avant-garde et dont le but essentiel est la préparation du prolétariat à l'exercice de sa dictature. Préparation qui exige encore la combinaison de la lutte politique et de la lutte sociale autour du Programme concret, afin de conquérir le pouvoir politique et de l'asseoir réellement dans la société.

- en fondant l'existence des classes sur la Division sociale du travail (y incluse la division sexuelle du travail) et donc en mettant la lutte contre cette DST au centre de la transition au communisme, on rompt avec la conception révisionniste du "socialisme" où l'essentiel est la nationalisation + le plan et le développement des forces productives neutres entraînant spontanément la transformation des rapports sociaux de production, eux-mêmes limités à la sphère de la répartition. Cette conception du contenu économique et social de la transition implique du même coup une rupture avec la stratégie réductrice de l'économisme, qui limite la lutte aux rapports dans la production immédiate, et ceux-ci aux rapports de répartition, qui assimile la DST à la seule division technique du travail d'usine. Est ouverte la voie à une stratégie révolutionnaire qui élargisse et approfondisse la lutte, qui ôte les oeillères qui empêchent de voir et de révéler le contenu social de chaque question de la lutte des classes. Enfin est ouverte la capacité des communistes à mettre en rapport l'oppression de classe et les autres formes spécifiques d'oppression qu'elle intègre et reproduit : oppression des femmes, selon la nationalité, selon l'âge, selon les régions, etc... Le Programme général de la transition en mettant en avant la lutte contre la DST, en lui donnant le contenu d'une lutte pour résoudre les contradictions temps de travail/temps libre, intellectuel/manuel, villes/campagnes, etc... est la boussole qui permet aux communistes de voir les contradictions réelles de la lutte des classes, leurs bases économiques objectives, leurs expressions superstructurelles nécessaires, les revendications à soutenir, celles à combattre, les formes et méthodes de lutte à promouvoir, celles à transformer, etc...

Si la redéfinition des tâches de la transition au communisme et la synthèse du Programme général **dirigent** toute stratégie, indiquent les contenus et formes de lutte que les communistes impulsent au sein des mouvements

de masse, ils ne règlent nullement le processus par lequel la transition s'opèrera, les phases par lesquelles elle passera, la forme concrète par laquelle elle se réalisera. Autrement dit, une compréhension juste du but final dirige mais ne résume pas la tâche d'avant-garde qui consiste à opérer le passage du mouvement réel tel qu'il est, aux objectifs communistes tels que nous les portons.

Il est donc tout aussi erroné d'ignorer les objectifs dirigeants, au nom de l'exaltation économiste-spontanéiste du mouvement réel et de concentrer ces objectifs dans l'avant-garde éclairée, que de faire à partir de la seule compréhension rectifiée des tâches générales de la transition la déduction simpliste et subjectiviste des objectifs immédiats sur lesquels le mouvement réel **doit** s'aligner.

### II.3. L'analyse d'aujourd'hui pour construire programme concret et stratégie

Les développements récents de l'impérialisme à partir desquels on doit formuler une stratégie révolutionnaire, ne sont pas tous nés d'hier : il y a à la fois nouveauté de la situation et rectification de nos conceptions théoriques qui nous permet de voir aujourd'hui ce que nous ignorions hier. Mais il est vrai que le développement significatif de phénomènes naguère embryonnaires est en rapport direct avec la crise des conceptions révisionnistes et économistes, et donc avec leur rectification.

Pour résumer le développement de l'impérialisme depuis l'époque de l'analyse léniniste, on peut dire que le capitalisme a étendu sa domination réelle sur tous les aspects de la vie sociale. En ce sens celle-ci est devenue "totale". A condition de comprendre cette caractéristique comme **tendance** dans le cadre de la domination réelle et non comme un nouveau stade, et encore moins comme un **état de fait**

achevé ouvrant la voie à toutes les interprétations catastrophistes de la crise actuelle ou à l'illusion d'une impossibilité de développement ultérieur du système. Du point de vue stratégique on doit décomposer cette tendance en phénomènes caractéristiques :

- développement effréné des forces productives capitalistes et des rapports sociaux, envahissement des rapports capitalistes à toutes les sphères de la vie sociale, recul de la petite production marchande et non marchande, recul du " domaine privé " de l'individu, socialisation capitaliste croissante de la production et de la reproduction de la force de travail.
- développement de la division sociale du travail, prolétarianisation accélérée de la société impérialiste, et modifications des alliances de classes bourgeoises et nécessairement de celles du prolétariat.
- produit de la concentration des capitaux et de la socialisation capitaliste de la production et de la vie sociale. un développement considérable de l'appareil d'Etat, à la fois concentra-

tion du pouvoir de la classe dominante et dispersion tentaculaire de son contrôle sur tous les plans.

- développement de la concurrence inter-impérialiste pour le monopole financier et des zones d'influence dans le monde, et développement du capitalisme dans les pays dominés. Développement de la division internationale du travail au sein des blocs impérialistes et imbrication croissante des économies nationales dans une économie internationale.

C'est l'analyse - et le développement de la pratique révolutionnaire - autour de ces grands axes de développement et de l'impact de la crise actuelle du système sur ce développement, qui permet de passer du Programme général à l'élaboration du Programme concret de la première étape de la transition au Communisme, et de déterminer la stratégie de la prise du pouvoir pour son application. Nous n'en sommes ici qu'aux balbutiements et donc à ne dégager que des conséquences stratégiques grossières.

### III. ANALYSE ET CONSEQUENCES SUR NOS TACHES

#### III.1.

Le point commun des conséquences stratégiques que nous tirons ci-dessous, c'est que la situation objective de l'impérialisme a rapproché la lutte immédiate du Programme Général de transition. La révolution prolétarienne est ici largement débarrassée des problèmes énormes posés aux révolutions passées ayant eu pour cadre des pays arriérés. Elle en affronte d'autres.

A/ Le développement des forces productives capitalistes et la crise actuelle

qui tend à concentrer l'exploitation maximum sur un nombre restreint de prolétaires tandis qu'une masse croissante est rejetée durablement de la production, pose concrètement la lutte pour le temps libre comme revendication immédiate : " Travailler tous, travailler moins ". Lutte pour le temps libre comme revendication transitoire vers la résolution de la contradiction Temps de travail/- temps libre.

B/ La socialisation croissante du salaire, c'est-à-dire la part croissante du revenu du prolétaire reçu de manière

indirecte ( sécurité sociale, chômage, retraite, allocations familiales...) opère une séparation croissante entre les revenus perçus et la tâche de production. Le revenu répond à un besoin mais n'est plus lié totalement à une tâche de production directe. Aujourd'hui, ces deux aspects du salaire sont attaqués et donc, dans la lutte immédiate du prolétariat, se pose le problème de l'abolition du salariat et par là même la question du passage de " A chacun selon son travail " à " A chacun selon ses besoins ".

C/ Le développement de la DST, c'est la concentration par la classe bourgeoise du savoir, du pouvoir et des richesses et de l'autre côté l'extrême dépossesion du prolétariat de toute maîtrise sur la production et la vie sociale, de tout pouvoir, et en conséquence de l'accès aux richesses produites. Sur le terrain économique, c'est la soumission de l'homme à la machine, sur le terrain social c'est la soumission des masses à l'expert-spécialiste, sur le terrain politique c'est la soumission des masses à l'Etat. Cette situation favorise, dans le mouvement immédiat des prolétaires, l'embryon d'une révolte contre la DST : " Travailler autrement ", " Avoir son mot à dire ", mise en cause de la hiérarchie, de la bureaucratie et de la délégation absolue du pouvoir. Le refus du travail aliéné et de son corollaire d'aliénation politique et sociale est présent non seulement dans la fraction du prolétariat au travail mais aussi parmi les sans-emplois, les précaires, les jeunes des cités attirés par le travail pour vivre et repoussés par le travail mortel. C'est un élément essentiel de la crise actuelle : la baisse tendancielle du taux de profit se transforme en crise ouverte, sous l'aspect de crise du taux d'exploitation. La bourgeoisie elle-même tente de restaurer le taux de profit en associant les prolétaires au renforcement de leur propre exploitation.

D/ La tendance à la domination " totale " du capital ou envahissement du capitalisme dans toutes les sphères de la vie sociale présente plusieurs aspects importants pour déterminer une stratégie révolutionnaire :

. Chaque problème pris à part et chaque lutte sociale isolée obéissent à des déterminations multiples et reflètent l'interaction des différents secteurs économiques, sociaux, politiques. Maturité des rapports sociaux capitalistes dans un pays impérialiste où chaque lutte partielle est reliée à la lutte globale, face à des monopoles multinationaux et à l'Etat. C'est une base matérielle pour la prise de conscience des enjeux politiques.

Cette conscience donne naissance à des réactions contradictoires :

- tendance, dans un premier temps, au repli net sur soi, sur son atelier, sur des revendications spécifiques.
- tendance à la passivité devant des enjeux qui semblent nous dépasser : désyndicalisation, réticence à entreprendre des luttes...
- mais aussi, conscience de l'ampleur des enjeux, de leur dimension nationale et internationale, conscience de ne pouvoir compter que sur ses propres forces.

C'est une base matérielle pour que l'activité révolutionnaire soit approfondie sur chaque terrain de lutte, pour que la lutte politique soit profondément liée à son contenu social. C'est une base qui permet l'élargissement-dépassement du cloisonnement sectoriel des organisations de masse traditionnelles et qui indique la possibilité de leur mutation en organisations supérieures ( soviets ou conseils ).

. Ce phénomène est à la fois **dispersion**, éclatement ou isolement des luttes sur différents secteurs, et concentration extrême du pouvoir par un appareil d'Etat tentaculaire et centralisé. La crise qui éclate

dans mille domaines de la société pose au pouvoir bourgeois le problème insoluble du contrôle total, de résoudre la contradiction dispersion/centralisation du pouvoir. Les multiples tentatives s'appellent : "décentralisation", "ilotage", "associations de contrôle social-relais", etc... Toute stratégie révolutionnaire est confrontée au même problème : résoudre la contradiction entre la nécessaire dispersion des luttes et le fait que le pouvoir bourgeois ne peut être abattu qu'au centre. Sur cette base est posé le problème autonomie/centralisation des forces révolutionnaires.

. Par rapport aux stratégies issues d'une conception économiste de la transition, **l'élargissement** de l'activité est à l'ordre du jour. Quel élargissement ?

1/ sur tous les terrains lier lutte politique et contenu social (cf. A, B, C).

2/ l'élargissement géographique est plus facile à concevoir : il ne remet pas en cause l'usine qui reste le pilier principal de l'intervention. Le quartier ou la zone serviront non seulement de support stratégique à l'usine, mais aussi à la construction d'une force révolutionnaire en général.

Usines et quartiers sont nécessaires pour acquérir la capacité à mener les luttes politiques centrales.

3/ les choix hiérarchiques des terrains d'action ne peuvent aujourd'hui être déterminés avec sûreté du fait du reflux de nos propres insuffisances. A partir de notre base d'action actuelle autour des questions de la production et de la répartition, on peut envisager d'élargir l'activité dans 5 directions :

. Question de la reproduction de la force de travail (logement, école, etc...)

. Question de la division sexuelle du travail et de la famille.

. Question du chômage et de l'exclusion de la production d'une masse croissante de prolétaires.

. Question de l'immigration et des discriminations raciales ou nationales

. Question de l'encadrement social et policier des zones prolétariennes en général, de la jeunesse en particulier.

Sans ordre de priorité et dans une perspective à long terme, sans préjuger des choix tactiques et conjoncturels.

E/ L'accentuation du processus de prolétarianisation de la société modifie largement la conception des alliances de classes. Mais elle n'efface nullement les difficultés idéologiques et politiques de construction de cette alliance. La crise accroît encore la polarisation et révèle la position des classes et couches sociales.

La prolétarianisation, dans le sens de la destruction de la petite production a secondarisé et simplifié la question de l'alliance ouvriers-paysans. D'un côté elle se réduit à l'unité du prolétariat industriel et urbain avec le prolétariat agricole ( lui-même en diminution numérique importante ). De l'autre, il faut étudier les alliances à développer avec certaines couches de la paysannerie, semi-prolétaires, éleveurs intègres, petits paysans pauvres, etc... qui restent des alliés secondaires de la classe ouvrière.

Mais le mouvement le plus significatif de prolétarianisation touche aujourd'hui la petite-bourgeoisie salariée. Le développement de la DST poussée par la crise tend à révolutionner des secteurs épargnés relativement : différenciation en classes plus poussée dans les secteurs administratifs, bancaires, "services" publics ou privés, commerce... avec développement de ce que nous appelons le **quasi-prolétariat**. Nous appelons par ce terme, par analogie avec les semi-prolétaires, les agents

sociaux qui se distinguent des ouvriers en ce qu'ils ne travaillent pas dans un secteur productif de plus-value, mais qui se trouvent face au capitalisme globalement dans les mêmes conditions que l'ouvrier : vente de la force de travail, place dans l'organisation sociale, conditions de vie, salaires, soumission à l'oppression capitaliste.

La crise exclut du travail salarié des masses de quasi-prolétaires aussi bien que des prolétaires. D'où les conséquences à trois niveaux :

. L'alliance de classe stratégique pour la transition au communisme est celle entre le prolétariat industriel et le quasi-prolétariat de l'industrie, des administrations, services et commerces

. Les deux composantes tendent à s'uniformiser dans leurs conditions de travail, de salaires, de vie. Mais les deux tendent à se diviser en une partie de travailleurs fixes de plus en plus précaires et incertains et une partie de travailleurs précaires et chômeurs de plus en plus " stabilisés " (installés dans la précarité).

. La couche de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière, même si elle est recomposée par la crise et les restructurations, constitue un des piliers de l'alliance de classe bourgeoise au pouvoir. La distance s'accroît entre cette couche et la masse prolétarienne.

F/ Le développement des forces productives dans les pays européens, et en France, n'est pas un simple développement **capitaliste**, il est développement **impérialiste**. Du point de vue stratégique on ne peut raisonner sur le cadre national étroit, sans se tromper sur les conditions les plus élémentaires de la lutte révolutionnaire. On doit articuler le cadre national et le cadre international.

Du point de vue économique, politique, militaire, il existe une imbrication croissante des pays impérialistes dans chaque bloc, et des pays de chaque bloc avec leur zone d'influence dans le monde entier. Les conditions objectives ont mûri pour que la lutte révolutionnaire communiste se développe simultanément dans plusieurs pays : développement imbriqué et développement du capitalisme dans les pays dominés. Si, il y a 100 ans, la " révolution internationale " pouvait passer pour une utopie, eu égard à ses bases matérielles encore faibles, il est aujourd'hui utopique d'envisager la victoire durable du prolétariat dans un pays comme la France, seul contre tous. Plusieurs aspects d'importance stratégique :

. en raison de l'inégalité de développement économique et politique des différents pays, le système impérialiste mondial craquera dans un pays ou groupe de pays où l'ensemble de ses contradictions seront assez fortes pour créer un " maillon faible ".

. la consolidation d'une révolution prolétarienne est impossible dans les pays opprimés sans un ébranlement des pays impérialistes, guerre impérialiste et/ou guerre révolutionnaire.

. la victoire d'une révolution prolétarienne est impossible dans les pays impérialistes d'un bloc ou de l'autre, si ces métropoles ont la possibilité de faire supporter le poids de la crise d'abord sur les pays opprimés et de consolider ainsi en leur sein une alliance de couches et classes réactionnaires, et de neutraliser plus ou moins de larges fractions des classes et couches potentiellement révolutionnaires. La liaison des processus révolutionnaires dans les pays impérialistes et les pays opprimés agit à double sens et n'implique nullement l'achèvement d'un processus pour que débute l'autre. D'autre part, la crise épuise sous nos yeux cette possibilité : faillite des pays opprimés, contradictions avec les classes dirigeantes, poussées révolutionnaires des peuples opprimés.

. bien que la lutte des classes se déroule largement dans le cadre national s'accroît la simultanéité ou le parallélisme des mouvements et des débats politiques, par exemple au Proche-Orient, en Amérique centrale ou en Europe de l'Ouest.

. le développement impérialiste de ces dernières années ne doit pas être interprété par les communistes comme la puissante base matérielle d'une révolution au sein des pays impérialistes seuls, au risque de verser dans un "national-communisme". Il est en même temps une puissante base matérielle de la lutte contre la "Division Internationale du Travail". La fin de la Division internationale du travail est la base économique indispensable à la fin de l'oppression nationale et à la fusion librement consentie des nations.

. la domination impérialiste féroce sur les pays opprimés laisse la place pour longtemps encore au développement de luttes nationales anti-impérialistes. Mais en raison du développement du capitalisme, une étape est en train d'être franchie où la révolution nationale démocratique cède le pas à la révolution socialiste. D'où l'actualité de la double position des communistes des pays impérialistes de ne pas confondre la nécessaire reconnaissance du droit des nations à leur libre disposition, et le soutien actif aux tendances et organisations prolétariennes dans les pays opprimés.

Ces différents aspects impliquent que la stratégie révolutionnaire soit conçue comme combinaison d'une initiative de lutte dans le cadre national et d'un aboutissement dans un cadre forcément international.

### III.2. Quelques principes tactiques

Cette ébauche de réorientation de notre stratégie a été fondée sur

une conception rectifiée des tâches de la transition, puis sur une appréciation encore embryonnaire des potentialités révolutionnaires objectives de la société impérialiste actuelle. Il reste que sa mise en oeuvre affronte une autre contradiction, entre le mouvement prolétarien potentiel à un stade déterminé et l'état du mouvement réel dans une conjoncture particulière. Ici s'ouvre le champ de la tactique. Elle doit obéir à quelques principes de base :

- Construire simultanément l'organisation d'avant-garde et les organisations de masse. Tactique fondamentale de grouper les éléments avancés pour gagner les masses. Grouper les éléments avancés autour d'une politique et d'une tactique d'avant-garde. L'expression indépendante de l'organisation d'avant-garde est la condition principale de toute tactique juste. Rompre avec l'esprit du syndicalisme borné, esprit opportuniste du réalisme à courte vue.
- Considérer tout mouvement partiel du point de vue des objectifs stratégiques et programmatiques, mesurer le succès ou l'échec tactique au degré d'élévation du niveau de conscience, d'organisation, d'activité des masses. Rompre avec l'activisme sans principe du spontanéisme et avec l'étroitesse comptable du syndicalisme institutionnel.
- Partir du mouvement réel pour révéler sa signification objective profonde, saisir sur cette base les tendances subjectives qui la portent, organiser leur transformation en actes. Comprendre dans chaque mouvement spontané le caractère contradictoire de la lutte, trouver le point d'appui de nos objectifs communistes dans le mouvement réel et non dicter ces objectifs de l'extérieur; ne chercher ni un "terrain" révolutionnaire par nature, ni une couche particulière spontanément révolutionnaire mais trouver la voie révolutionnaire sur tous les terrains de combat et dans le combat de toutes les couches du prolétariat. C'est cette voie révolu-

tionnaire qui permet de définir l'élargissement tactique des alliances de classes dans certains mouvements sociaux comme le mouvement féministe, l'écologie, le pacifisme, etc...

- Aller à contre-courant et appliquer la ligne de masse. La ligne de masse est une méthode de direction, le moyen d'appliquer une politique déterminée, de la transformer en force matérielle. Elle est dépendante du point de vue qui la met en oeuvre. Dans le mouvement même de la pratique, elle est méthode de connaissance, révèle la contradiction entre la théorie et la réalité, permet d'approfondir la connaissance. Comme unité de la connaissance et de l'action, elle est inaccessible aux sociologues et autres tenants de la neutralité de la méthode.

Ces quelques axes de réorientation stratégique laissent sans réponses précises un certain nombre de questions que l'expérience pratique et l'étude théorique à venir devront permettre

d'aborder :

- le rapport entre lutte pacifique et lutte violente
- le rapport entre l'insurrection révolutionnaire et la guerre révolutionnaire prolongée
- le rapport entre activité et organisation légales, et activité et organisation illégales
- le rapport entre organisations de masse inférieures (partielles, de secteur) et organisations de masse supérieures (conseils, soviets, organisations politiques de masse).
- le rapport entre lutte dans un cadre national et lutte dans un cadre international, à partir d'une analyse plus poussée de la division internationale du travail, des camps impérialistes, des forces révolutionnaires et des alliances de classes au niveau mondial dans la guerre en préparation.

Sur toutes ces questions un cadre d'analyse est néanmoins posé dès aujourd'hui dans ces thèses.



— THESE N°4 —

*Sur le Parti Communiste  
et sa reconstruction*

---

## 1. SUR LE PARTI COMMUNISTE

Pour accomplir la révolution prolétarienne, il faut un parti communiste. Le parti est l'instrument nécessaire pour faire émerger sur le terrain du pouvoir social la puissance des forces révolutionnaires potentielles qu'engendre le capitalisme.

**LE PARTI COMMUNISTE EST LE PARTI DU PROLETARIAT**, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la disparition des classes et de toute oppression d'une classe par une autre. Sa composition prolétarienne est une base matérielle indispensable pour vivre en étroit rapport avec la classe et les contradictions qui la traversent. Les éléments d'autres couches et classes qui y adhèrent s'engagent à abandonner leur intérêt de classe particulier et luttent pour se mettre sur la position de classe du prolétariat. De multiples inégalités et contradictions existent dans le parti comme manifestations nécessaires des inégalités et contradictions dans la société. Bien que la résolution de ces contradictions internes soit déterminée par développement de la lutte des classes dans la société, le parti mène une lutte active interne et fixe, pour cela des priorités parmi lesquelles les contradictions intellectuels/manuels et hommes/femmes sont fondamentales.

Le caractère communiste du parti, affirmé dans ses buts et son programme, ne peut se développer si le parti ne fait pas fructifier le marxisme en tant que science et critique radicale des sociétés de classes. Le marxisme qui s'est développé sur les bases de l'activité révolutionnaire des masses a fait des bonds significatifs lors des grandes vagues révolutionnaires qui jalonnent la lutte des prolétaires ( Commune de Paris, Révolution de 1917, révolution culturelle ). Le mouvement ouvrier et ses chefs historiques ont tiré les principaux enseignements de ces grandes luttes. Ce sont ces enseignements qui constituent les bases théoriques et programmatiques de notre activité politique. Mais le progrès du marxisme ne peut être un processus linéaire d'accumulation. C'est un développement dialectique de destruction construction, de mise en oeuvre et de critique. Le marxisme lui-même n'est donc pas en dehors de la lutte des classes; et les fondements acquis de celui-ci doivent être constamment confrontés à l'expérience historique actuelle ou passée .

Le Parti Communiste est un **PARTI D'AVANT-GARDE**. Au niveau théorique, le caractère d'avant-garde se conquiert dans une lutte farouche contre les idéologies bourgeoises et dans l'élaboration d'une stratégie dont le programme constitue l'idée force de l'activité révolutionnaire.

Sur le plan pratique, le caractère d'avant-garde se conquiert dans la lutte qu'il mène contre la bourgeoisie jusqu'au communisme.

En s'érigeant en structure distincte des masses, le parti reproduit une inégalité sociale, base matérielle qui pousse à le transformer d'instrument de libération en instrument d'oppression. C'est la conscience des contradictions qui traversent la société et le parti et sa capacité pratique à mener la lutte des classes contre la bourgeoisie dans la société et dans le parti qui lui permettent d'empêcher l'instrument au service de l'émancipation des masses de devenir un instrument d'oppression des masses.

Nous affirmons la nécessité de lutter contre les rapports de délégation absolue afin d'élargir la prise en main de leurs propres affaires par les ouvriers, préparant ainsi, politiquement et pratiquement, l'exercice de leur dictature. Mais cette tâche n'implique nullement d'abandonner ou de limiter notre rôle d'avant-garde. La condition de la lutte contre la délégation absolue de pouvoir exige au contraire que les communistes assument pleinement leur rôle d'avant-garde idéologique, politique et pratique .

Les contradictions au sein du parti et entre lui et la classe sont générales, alors que l'unité est temporaire.

Nier ces contradictions ou leur caractère général en prétendant que le Parti est en unité absolue avec la classe, ou nier l'unité des contradictions et prétendre impossible de les surmonter sont deux formes du " totalitarisme ". Le totalitarisme n'est pas le fait d'avoir une pratique révolutionnaire visant la totalité de la vie sociale. Mais de considérer que la théorie peut refléter exactement la réalité sociale et donc permettre une révolutionnarisation achevée et définitive de la totalité, ou de ne considérer que l'aspect naturel de la réalité sociale, de se prosterner devant son caractère immuable.

Dans la mesure où sa conscience des contradictions lui permet de jouer le rôle de catalyseur du processus de libération sociale, le Parti Communiste devient **INSTRUMENT PARADOXAL** : plus son efficacité se renforce, plus il tend à disparaître en se fondant dans les masses qui exercent de façon plus large et consciente le pouvoir politique.

Tel est le sens par exemple que prend son caractère politique qui est subordonné à la construction du pouvoir social et donc à l'exercice le plus large du pouvoir politique par les masses, et finalement à l'extinction de l'Etat et de la politique.

S'agissant des contradictions au sein des masses et du parti, la méthode fondamentale de résolution est le **CENTRALISME DEMOCRATIQUE**. Cette méthode qui mène la lutte des classes de façon pacifique, par la voie de l'éducation et de l'expérience, part du principe que ce sont les masses, en dehors et au sein du parti, qui sont la source du pouvoir contre la bourgeoisie. La lutte de lignes est le moteur du développement du parti.

A ce titre le débat de ligne ne doit pas être étouffé mais dirigé et stimulé pour que dans la confrontation des points de vue et des pratiques une ligne juste ait les moyens de se constituer et de l'emporter .

Les formes concrètes d'organisation du centralisme démocratique sont étroitement liées à la ligne idéologique et politique du parti et à la situation concrète du rapport de forces entre les classes dans chaque société.

## 2. SUR LA CONSTRUCTION DU PARTI

La tâche tactique numéro un des communistes de France est de construire un parti communiste. Compte tenu de la longue période de dégénérescence révisionniste du parti communiste français, la construction doit être entreprise dans tous ses fondements, par tous les bouts à la fois et par en haut.

**DANS TOUS SES FONDEMENTS** signifie qu'il ne reste aucun pan de l'édifice, d'ordre théorique et pratique, qui ne puisse servir d'appui sans être soumis à une critique approfondie. Cette réélaboration générale est une condition indispensable pour l'appropriation du patrimoine historique du mouvement révolutionnaire de tous les pays.

**PAR TOUS LES BOUTS A LA FOIS** signifie que c'est la conception générale du projet communiste qui permet, d'une part d'élaborer un plan de tâches capable de mobiliser tous les talents, de faire concourir à la lutte toutes les forces, aspirations et désirs révolutionnaires qui naissent dans l'ensemble des différents domaines de la vie, et d'autre part d'établir un plan de priorité dans leur mise en oeuvre et leur articulation. Une telle méthode de construction a pour objet d'enrichir le projet révolutionnaire de toute la richesse du mouvement révolutionnaire des masses sans pour autant perdre le point de vue du but final, sans se mettre à la remorque passive du mouvement spontané ".

**PAR EN HAUT** signifie que le parti se construit en tant qu'avant-garde communiste réelle, en oeuvre, en théorie et en pratique. En théorie, en élaborant une stratégie et un programme de prise du pouvoir qui s'enrichit par sa confrontation avec la pratique révolutionnaire qu'il guide. En pratique, à partir d'un noyau ferme idéologiquement et expérimenté qui dirige la construction de rapports au sein du parti et entre le parti et les masses capables de développer leur initiative et leur pouvoir contre la bourgeoisie.

Dans la phase initiale de construction, les tâches d'élaboration stratégique, de propagande, de conquête des éléments avancés au communisme sont principales, et déterminent la réalisation des tâches principales de la phase de maturité du parti, d'agitation et de conquête des masses.

La distinction de ces phases n'implique pas de coupure mécanique entre elles ni de séparation absolue dans le temps et dans l'espace entre les diverses tâches. La distinction n'a de sens que pour saisir les maillons décisifs à chaque étape de la révolution.

Au cours des vingt dernières années centrées autour de la GRCP en Chine et de la tempête révolutionnaire de mai 68, les multiples tentatives de construire un nouveau parti communiste en France ont accumulé une riche expérience. Que les composantes du mouvement révolutionnaire soient aujourd'hui extrêmement faibles, isolées des masses, exprime que le processus de construction du parti butte sur la transformation des conditions objectives de la lutte révolutionnaire que les limites de ses théories et pratiques passées l'empêchent de comprendre et transformer.

Qu'aucune organisation n'ait pu s'élever comme centre légitime du processus de construction du parti impose la nécessité du dialogue entre ses diverses composantes pour dégager les acquis positifs et négatifs des multiples expériences et opérer le saut en avant dans les tâches de refondation stratégique.

Pour ce qui est de notre organisation, ce congrès sanctionne une phase d'approfondissement de la rupture idéologique et politique avec le révisionnisme, clôt avec une conception idéologiste de construction du parti, rejette l'orientation subjectiviste de rectification qui a pour résultat essentiel de creuser l'éloignement de l'organisation des masses, et ouvre une nouvelle phase de refondation stratégique, théorique et pratique de l'organisation.

— *THESE N°5 (extraits)* —

*Sur nos tâches*

*actuelles*

---

---

## ORIENTATIONS DE RE-ORGANISATION

Les masses sont la source fondamentale du pouvoir révolutionnaire. Pour gagner les éléments avancés au communisme, comme avant-garde réelle des masses, la pierre angulaire de l'activité de l'organisation est d'élargir et d'enrichir constamment sa liaison aux masses. Cette liaison est affaire de ligne idéologique et politique comme facteur dirigeant et de ligne de masse comme méthode fondamentale.

### Se lier aux masses

Partager pour connaître les conditions de vie des masses est la condition de base pour que le pouls de l'organisation batte au rythme des masses et qu'elle tisse à la faveur de la prolétarisation de ses rangs des racines profondes dans la classe ouvrière.

C'est aussi dans le travail non-productif (secteurs banques, commerce, administrations) que le quasi prolétariat se développe et se rapproche, du fait de sa place dans l'organisation du travail, des conditions de vie et de travail du prolétariat. Ils sont les alliés les plus proches de celui-ci. C'est pourquoi l'organisation intervient aussi dans les grandes concentrations du quasi prolétariat, d'une manière sélective.

---

**axe : L'organisation dirige prioritairement son activité vers le prolétariat et dans une moindre mesure vers son allié stratégique le plus solide : le quasi-prolétariat.**

---

(...)

C'est dans le travail que se nouent les rapports fondamentaux de l'exploitation capitaliste, c'est au travail que le prolétariat occupe et dépense l'essentiel de son énergie vitale, c'est dans les grandes entreprises que sont réunies les conditions de l'antagonisme maximum des rapports sociaux de production capitalistes. C'est pourquoi les lieux principaux d'intervention de l'organisation sont les grandes concentrations de travail des prolétaires et quasi prolétaires.

Les rapports capitalistes étendent leurs ravages sur toute la vie sociale, dans et hors du travail, et ceci d'une façon de plus en plus réelle et globale sous l'impérialisme. Les concentrations de résidence prolétaires et quasi prolétaires sont d'autres terrains secondaires d'implantation et de travail de l'organisation. D'autre part, du fait que la crise expulse du travail des millions de prolétaires, du fait de la révolutionnarisation des aspects de la reproduction de la vie sociale qui s'effectue dans et hors de l'entreprise, l'intervention des communistes d'une manière plus systématique y est apparue plus urgente .

Ces priorités combinées permettent de construire une implantation par zones-prolétaires comme bases d'établissement, de travail, d'habitation et d'activité politique de l'organisation. La zone politique type est la zone-usine, c'est-à-dire une entité géo-politique au niveau d'un quartier, d'une ville, de plusieurs communes, où sont concentrés les lieux de travail et d'habitat des prolétaires.

Les zones-prolétaires constituent également des unités de direction politique, usines/quartiers, vertical/horizontal, interne/externe... du travail de l'organisation. La priorité d'implantation dans ces zones, la concentration des forces et l'unité de direction politique visent à y constituer des bases d'édification du pouvoir révolutionnaire qui s'exerce sur tous les aspects de la vie sociale et à construire des positions de force pour l'organisation d'où il sera possible d'étendre l'activité.

---

**axe : La base géographique du travail politique est la zone-prolétaires. Ces unités de direction politique de l'organisation sont les lieux de concentration des forces, d'établissement, d'habitation, pour édifier les bases d'édification du pouvoir révolutionnaire.**

---

(...)

**Lutter pour la mise en oeuvre et le développement de la ligne du Congrès**

La direction stratégique dans laquelle le Congrès oriente l'activité de l'organisation est de recomposer la pensée et l'action pour chaque individu, chaque structure de la vie sociale et toute la société.

Dans les conditions concrètes, cette direction implique deux axes principaux de rectification :

- développer l'autonomie politique de chaque élément et structure de l'organisation devient une priorité pour mettre en oeuvre de façon créatrice l'orientation et faire émerger la puissance de la confrontation unitaire de multiples expériences.
- **remettre l'expérience**, la pratique, la politique, l'organisation, l'action **au centre de l'activité révolutionnaire** est certainement l'aspect de la rectification où l'organisation doit porter son plus sérieux effort de redressement. Il en va du renforcement de sa liaison aux masses, de la construction du parti en tant qu'avant-garde réelle de l'acquisition de l'expérience pratique comme base de la formation de l'élaboration théorique et comme son critère suprême de vérification. Pour obtenir l'efficacité maximum dans la pratique, il faut systématiser la progression en campagnes politiques.

---

**axe : Se mouvoir en campagnes est la méthode fondamentale de l'activité politique de l'organisation. Cette méthode permet de concentrer les forces sur un front sensible de la lutte des classes, de tirer l'efficacité maximum de l'engagement des forces sur le plan des tâches de conquête des éléments d'avant-garde, de l'élaboration théorique et politique, du développement de l'autonomie des structures et camarades de l'organisation et du renforcement du dynamisme de l'ensemble de l'organisation.**

---

---

L'autonomie politique de chaque élément et structure de l'organisation est une préfiguration du rôle et des responsabilités de chacun dans la construction d'une société de liberté. Elle suppose une conscience élevée des contradictions de classe de la société capitaliste à résoudre. Elle est déterminée par un approfondissement incessant de la rupture avec les idées bourgeoises, avec le révisionnisme et la déviation symétrique subjectiviste.

Comme autre face, plus tournée vers l'acquisition de connaissances théoriques, de la formation des militants, les écoles sont des domaines d'activité fondamentale de la vie de l'organisation. (...)

---

**axe : La formation théorique des militants est une condition irrenonçable d'un approfondissement créateur de la ligne du Congrès. Pas d'autonomie politique sans éducation théorique marxiste contre les idéologies bourgeoises. Pas de fermeté idéologique sans école de formation, de base pour tous les sympathisants, supérieure pour les militants.**

---

(...)

### Ré-ouvrir le processus unitaire

L'incapacité de quelque organisation à polariser de façon durable le processus de création du parti en même temps que la richesse des tentatives conduit aujourd'hui, dans les conditions d'isolement des communistes, à la nécessité d'ouvrir une confrontation entre les diverses composantes du mouvement qui lutte pour cet objectif. Cette confrontation a pour objet de s'approprier l'expérience acquise dans le mouvement révolutionnaire anti-révisionniste et de jeter les bases stratégiques et programmatiques les plus élevées d'une force révolutionnaire capable d'atteindre la masse critique qui lui permet de sortir du ghetto groupusculaire, d'engager des expériences significatives pour franchir des étapes de construction du parti.

La disparition du mouvement m.l. jusqu'alors seule cible d'un tel processus unitaire nous contraint, et notre propre critique des bases de ce mouvement nous permet, de dépasser les clivages largement formels qui ont divisé les groupes et courants du passé.

Notre propre avancée dans la critique de ces bases identiques nous donne la possibilité d'impulser un processus unitaire susceptible de secondariser les divergences d'ordre idéologique ou historique, lorsque la dynamique de l'approfondissement de la rupture avec l'inspiration révisionniste commune aux orientations stratégiques et programmatiques permettra de dégager les bases solides pour marquer la lutte des classes d'une empreinte communiste et approfondir la lutte unitaire autour des problèmes du futur.

Avec les exigences propres au travail d'élargissement du travail indépendant de l'organisation, ce processus unitaire constitue un critère de choix des axes de travail et d'implantation de l'organisation sur tous les plans.

L'ouverture du processus unitaire, et la confrontation idéologique, politique et pratique est une tâche de toute organisation dirigée par le CD et le CC. Un des aspects de la direction de cette tâche est de fixer les axes principaux de la confrontation unitaire, axes à partir desquels pourront être tirés les bilans de ces expériences.



Mais à la base comme au sommet, les militants de l'organisation doivent avoir le souci de repérer les organisations avec lesquelles une telle confrontation peut être fructueuse, et de prendre les initiatives politiques dans et hors l'organisation pour nourrir le processus unitaire ( propositions politiques, élaboration politique, campagnes communes... ) .

---

**axe : Reprendre l'initiative du processus de construction d'une organisation communiste atteignant une masse critique susceptible d'être une voix influente dans les expressions diverses de la classe. Mener cette tâche avec ténacité simultanément dans l'élaboration d'une base stratégique et programmatique qui signe une nouvelle étape de rupture avec le révisionnisme et dans l'apprentissage du travail en commun à travers les campagnes politiques.**

---

Ce processus unitaire sur le plan national doit impulser la constitution de liens internationaux, tâches d'importance stratégique dès lors que l'intégration mondiale renforcée des capitaux a pour effet de solidariser plus étroitement les bouleversements révolutionnaires des principaux pays impérialistes entre eux et de chacun pris à part avec sa zone de domination. Un tel enchevêtrement rend nécessaire d'envisager une révolution sociale à l'échelle mondiale dont les aires de rupture probables doivent être préparées à l'échelle de continents. Les tâches internationalistes sont encore accrues dans un pays impérialiste comme la France du fait que la révolution doit y être menée dans des profondeurs telles qu'elle devient une sorte de phare pour la révolution des pays où le capitalisme y est moins développé, et du fait de la dette immense que notre impérialisme a contractée et qu'un pouvoir révolutionnaire devra réparer vis-à-vis des peuples opprimés.

---

**axe : Le processus mondial de la révolution communiste et le processus continental de rupture probable de la chaîne impérialiste posent comme condition vitale du travail révolutionnaire de tisser les liens unitaires avec les autres forces révolutionnaires mondiales. La priorité à accorder aux liens avec les forces communistes d'Europe, d'Afrique et des colonies est dans les conditions concrètes actuelles subordonnées au processus unitaire national.**

---

La révolution prolétarienne est un processus mondial. Aussi l'intérêt bien compris de tout ouvrier, de tout communiste quelle que soit sa nationalité est-il de s'engager dans le combat révolutionnaire là où il réside, là où il est exploité, là où il peut lutter. C'est une tâche internationaliste pour tout ouvrier, tout communiste qui réside en France de lutter pour détruire l'impérialisme ( en particulier l'impérialisme français ) et construire la société communiste.

Les travailleurs immigrés en France subissent en plus de l'exploitation capitaliste que subit tout prolétaire, des formes d'oppression spécifiques : racisme, négation de leurs spécificités culturelles et nationales, négation des droits démocratiques élémentaires.

L'activité des communistes doit prendre en compte ces spécificités et amener l'ensemble du prolétariat de toutes nationalités à lutter notamment pour l'égalité des droits : droits de libre circulation, de séjour, de vote, sociaux, au logement,

---

d'expression culturelle et religieuse, etc... Mais revendiquer l'égalité des droits des ouvriers de toutes les nationalités n'implique nullement que nous devions nous incliner devant les traditions réactionnaires de chaque nationalité : nous luttons contre les traditions réactionnaires parmi les ouvriers français ( et européens en général ) dont les plus tenaces sont liées au long passé colonial de l'Europe; telles le chauvinisme impérialiste, politique et plus largement culturel, l'obscurantisme religieux etc... Nous devons lutter également contre les spécificités nationales réactionnaires parmi les immigrés telles que le repli nationaliste, l'attitude à l'égard des femmes, l'islamisme, etc... Et ainsi faire valoir leurs traditions progressistes. En luttant pour l'égalité radicale des droits démocratiques, nous contribuons à déblayer le terrain pour que les ouvriers immigrés perçoivent que la cause fondamentale de leurs malheurs réside dans l'exploitation capitaliste elle-même plus que dans les formes d'oppression nationale qu'elle reproduit et engendre. Et en ne confondant pas les droits égaux des ouvriers de toutes nationalités, et l'usage déterminé qu'il font et feront de ces droits, nous subordonnons la lutte pour le droit démocratique aux intérêts de la révolution prolétarienne.

Notre activité communiste en direction des diverses composantes de l'immigration doit se saisir de leur double insertion, en France et dans leur pays d'origine, c'est-à-dire : faire le lien théorique, politique et pratique entre les tâches révolutionnaires dans leur pays d'origine et en France. Cette activité permettra d'édifier en France un parti communiste, internationaliste quant à sa ligne et multinational quant à sa composition, et de contribuer à la construction de tels partis dans les pays d'origine.

---

**axe : L'unité des communistes, quelle que soit leur nationalité, dans un même parti communiste de France est le meilleur support de sa position internationaliste. La configuration concrète de cette unité sera fixée par la confrontation entre communistes des diverses nationalités.**

---